FORUMS TUTORIELS FAQ BLOGS CHAT NEWSLETTER EMPLOI ÉTUDES DROIT CLUB
DI/DSI Solutions d'entreprise Cloud IA ALM Microsoft Java Dév. Web EDI Programmation SGBD Office Mobiles Systèmes
TUTORIELS FAQ WEBINAIRES LIVRES TÉLÉCHARGEMENTS SOURCES DÉBATS WIKI DICO HUMOUR
Vous n'êtes pas encore inscrit sur Developpez.com ? **Inscrivez-vous gratuitement !**
Derniers messages Actions Blogs Agenda Chat Règles Recherche avancée

gratuitement
pour pouvoir participer,
propres questions et
recevoir la newsletter

JE M'INSCRIS

Forum Le club des professionnels en informatique Actualités
L'IA générative devait libérer les avocats, mais les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence

+ Répondre à la discussion Signaler un problème Page 2 sur 2 Première 1 2

Discussion :

L'IA générative devait libérer les avocats, mais les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence

Outils de la discussion Affichage

03/06/2024, 08h41 #21

Jade Emy
Communiqués de presse
Traductrice Technique
Inscrit en: Juin 2023
Messages: 3 065

L'IA à l'épreuve : Les modèles juridiques hallucinent 1 sur 6 (ou plus) dans les évaluations comparatives

Près de trois quarts des juristes prévoient d'utiliser l'IA pour leur travail, ce qui est effrayant, les modèles d'IA juridique hallucinent une fois sur six (ou plus) dans les évaluations comparatives.

Près des trois quarts des avocats prévoient d'utiliser l'IA générative pour leur travail. Mais une nouvelle étude révèle la nécessité de procéder à des analyses comparatives et à des évaluations publiques des outils d'IA dans le domaine juridique. Lors des tests comparatives, les modèles juridiques hallucinaient une fois sur six (ou plus).

Les outils d'intelligence artificielle (IA) transforment rapidement la pratique du droit. Près des trois quarts des avocats prévoient d'utiliser l'IA générative pour leur travail, qu'il s'agisse de passer au crible des montagnes de jurisprudence, de rédiger des contrats, d'examiner des documents ou de rédiger des mémorandums juridiques. Mais ces outils sont-ils suffisamment fiables pour être utilisés dans le monde réel ?

Les grands modèles de langage ont une tendance documentée à "*halluciner*", ou à inventer de fausses informations. Dans un cas très médiatisé, un avocat new-yorkais a été sanctionné pour avoir cité des cas fictifs inventés par ChatGPT dans un mémoire juridique ; de nombreux cas similaires ont été signalés depuis.

Par ailleurs, une précédente étude sur les chatbots à usage général a révélé qu'ils hallucinaient entre 58 % et 82 % du temps sur des questions juridiques, ce qui met en évidence les risques liés à l'intégration de l'IA dans la pratique juridique. Dans son rapport annuel de 2023 sur le pouvoir judiciaire, le juge en chef Roberts en a pris note et a mis en garde les avocats contre les hallucinations.

Dans tous les domaines de l'industrie, la génération augmentée par récupération (RAG) est considérée et promue comme la solution pour réduire les hallucinations dans des contextes spécifiques à un domaine. S'appuyant sur la RAG, les principaux services de recherche juridique ont mis sur le marché des produits de recherche juridique alimentés par l'IA qui, selon eux, "*évitent*" les hallucinations et garantissent des citations juridiques "*exemptes d'hallucinations*".

Les systèmes RAG promettent de fournir des informations juridiques plus précises et plus fiables en intégrant un modèle linguistique à une base de données de documents juridiques. Cependant, les fournisseurs n'ont pas fourni de preuves tangibles de ces affirmations ni même défini précisément le terme "*hallucination*", ce qui rend difficile l'évaluation de leur fiabilité dans le monde réel.

Les outils de recherche juridique pilotés par l'IA hallucinent toujours

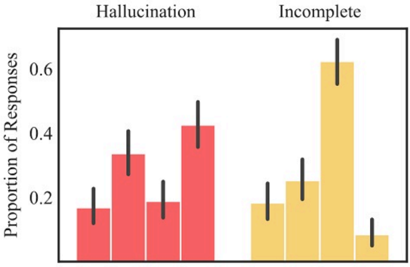
Dans une nouvelle étude réalisée par le Stanford RegLab et des chercheurs de l'HAI, des chercheurs ont mis à l'épreuve les affirmations de deux fournisseurs, LexisNexis (créateur de Lexis+ AI) et Thomson Reuters (créateur de Westlaw AI-Assisted Research et de Ask Practical Law AI)). L'étude montre que leurs outils réduisent effectivement les erreurs par rapport aux modèles d'IA à usage général tels que GPT-4.

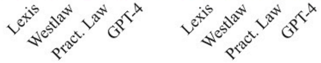
Il s'agit d'une amélioration substantielle et l'étude documente des cas où ces outils fournissent une recherche juridique solide et détaillée. Cependant, même ces outils d'IA juridique sur mesure continuent de produire des hallucinations dans des proportions alarmantes : les systèmes d'IA Lexis+ et Ask Practical Law ont produit des informations incorrectes dans plus de 17 % des cas, tandis que le système AI-Assisted Research de Westlaw a produit des hallucinations dans plus de 34 % des cas.

Les chercheurs partagent leurs méthodologies lors de l'étude :

> *Pour réaliser notre étude, nous avons construit manuellement un ensemble de données préenregistrées de plus de 200 requêtes juridiques ouvertes, que nous avons conçues pour sonder divers aspects de la performance de ces systèmes.*
>
> *De manière générale, nous avons étudié (1) les questions de recherche générale (questions sur la doctrine, la jurisprudence ou l'examen du barreau) ; (2) les questions spécifiques à une juridiction ou à une période (questions sur les divisions de circuits et les changements récents dans le droit) ; (3) les questions sur les fausses prémisses (questions qui imitent un utilisateur ayant une compréhension erronée du droit) ; et (4) les questions sur le rappel des faits (questions sur des faits simples et objectifs qui ne nécessitent aucune interprétation juridique). Ces questions sont conçues pour refléter un large éventail de types de requêtes et pour constituer un ensemble de données réelles stimulantes sur les types de requêtes pour lesquelles la recherche juridique peut être la plus nécessaire.*

Selon l'étude, ses systèmes peuvent avoir des hallucinations de deux manières. Premièrement, une réponse d'un outil d'intelligence artificielle peut tout simplement être incorrecte - elle décrit mal le droit ou commet une erreur factuelle. Deuxièmement, une réponse peut être mal fondée - l'outil d'IA décrit correctement le droit, mais cite une source qui n'étaye pas ses affirmations.





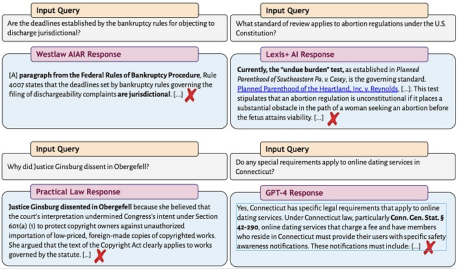
Étant donné l'importance cruciale des sources faisant autorité dans la recherche et la rédaction juridiques, le deuxième type d'hallucination peut être encore plus pernicieux que l'invention pure et simple d'affaires juridiques. Une citation peut être "*sans hallucination*" dans le sens le plus étroit où la citation existe, mais ce n'est pas la seule chose qui compte.

La promesse principale de l'IA juridique est qu'elle peut rationaliser le processus fastidieux d'identification des sources juridiques pertinentes. Si un outil fournit des sources qui semblent faire autorité mais qui sont en réalité non pertinentes ou contradictoires, les utilisateurs pourraient être induits en erreur. Ils pourraient accorder une confiance excessive aux résultats de l'outil, ce qui pourrait conduire à des jugements et conclusions juridiques erronés.

La génération augmentée par récupération (RAG) n'est pas une panacée

Ces nouveaux outils d'IA juridique utilisent la génération augmentée par récupération (RAG) pour produire leurs résultats, une méthode que beaucoup vantent comme une solution potentielle au problème de l'hallucination.

En théorie, la RAG permet à un système de récupérer d'abord le matériel source pertinent et de l'utiliser ensuite pour générer la réponse correcte. En pratique, cependant, l'étude montre que même les systèmes RAG ne sont pas exempts d'hallucinations.



Input Query

Are the deadlines established by the bankruptcy rules for objecting to discharge jurisdictional?

Westlaw AIAR Response

[A] **paragraph from the Federal Rules of Bankruptcy Procedure**, Rule 4007 states that the deadlines set by bankruptcy rules governing the filing of dischargeability complaints **are jurisdictional**. [...] ✗

Input Query

What standard of review applies to abortion regulations under the U.S. Constitution?

Lexis+ AI Response

Currently, the "undue burden" test, as established in *Planned Parenthood of Southeastern Pa. v. Casey*, is the governing standard. Planned Parenthood of the Heartland, Inc. v. Reynolds, [...]. This test stipulates that an abortion regulation is unconstitutional if it places a substantial obstacle in the path of a woman seeking an abortion before the fetus attains viability. [...] ✗

Input Query

Why did Justice Ginsburg dissent in Obergefell?

Practical Law Response

Justice Ginsburg dissented in Obergefell because she believed that the court's interpretation undermined Congress's intent under Section 601(a) (1) to protect copyright owners against unauthorized importation of low-priced, foreign-made copies of copyrighted works. She argued that the text of the Copyright Act clearly applies to works governed by the statute. [...] ✗

Input Query

Do any special requirements apply to online dating services in Connecticut?

GPT-4 Response

Yes, Connecticut has specific legal requirements that apply to online dating services. Under Connecticut law, particularly **Conn. Gen. Stat. § 42-290**, online dating services that charge a fee and have members who reside in Connecticut must provide their users with specific safety awareness notifications. These notifications must include: [...] ✗

Exemple d'hallucinations

Les chercheurs identifient plusieurs défis qui sont particulièrement propres aux systèmes d'IA juridique basés sur la RAG et qui provoquent des hallucinations :

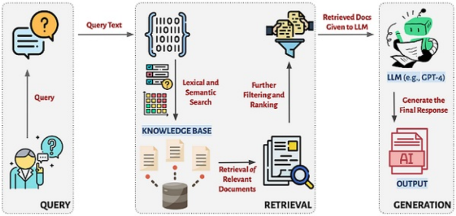
> ***Tout d'abord, la recherche juridique est difficile****. Comme tout avocat le sait, trouver l'autorité appropriée (ou la meilleure) n'est pas une tâche facile. Contrairement à d'autres domaines, le droit n'est pas entièrement composé de faits vérifiables - au lieu de cela, le droit est construit au fil du temps par des juges qui rédigent des avis.*
>
> *Il est donc difficile d'identifier l'ensemble des documents qui répondent définitivement à une requête, et il arrive que des hallucinations se produisent pour la simple raison que le mécanisme de recherche du système échoue.*
>
> ***Deuxièmement, même lorsque l'extraction a lieu, le document extrait peut être une autorité inapplicable.*** *Dans le système juridique américain, les règles et les précédents diffèrent d'une juridiction à l'autre et d'une période à l'autre ; les documents qui pourraient être pertinents à première vue en raison de leur similitude sémantique avec une requête peuvent en fait être inapplicables pour des raisons idiosyncrasiques propres à la loi.*
>
> *Ainsi, nous observons également des hallucinations lorsque ces systèmes de RAG ne parviennent pas à identifier l'autorité réellement contraignante. Ceci est particulièrement problématique car les domaines où le droit est en évolution sont précisément ceux où la recherche juridique est la plus importante.*
>
> *Un système, par exemple, a incorrectement récité la norme du « fardeau indu » pour les restrictions à l'avortement comme une bonne loi, qui a été renversée dans l'affaire Dobbs.*

Troisièmement, la flagornerie - la tendance de l'IA à approuver les hypothèses incorrectes de l'utilisateur - présente également des risques uniques dans le domaine juridique.

Un système, par exemple, a naïvement accepté la prémisse de la question selon laquelle la juge Ginsburg était dissidente dans l'affaire Obergefell, qui a établi le droit au mariage homosexuel, et a répondu qu'elle l'était en raison de ses opinions sur le droit d'auteur international. (La juge Ginsburg n'a pas été dissidente dans l'affaire Obergefell et, non, l'affaire n'avait rien à voir avec le droit d'auteur).

Malgré cette réponse, les résultats sont optimistes. Nos tests ont montré que les deux systèmes naviguaient généralement de manière efficace dans les requêtes basées sur des prémisses erronées.

Mais lorsque ces systèmes sont d'accord avec les affirmations erronées des utilisateurs, les conséquences peuvent être graves, en particulier pour ceux qui espèrent utiliser ces outils afin d'améliorer l'accès à la justice pour les plaideurs autonomes et ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes.


Query Text
Retrieved Docs Given to LLM
Query
Lexical and Semantic Search
Further Filtering and Ranking
KNOWLEDGE BASE
Retrieval of Relevant Documents
LLM (e.g., GPT-4)
Generate the Final Response
AI
OUTPUT
QUERY
RETRIEVAL
GENERATION

Processus de la RAG

L'intégration responsable de l'IA dans le droit exige de la transparence

En fin de compte, ces résultats soulignent la nécessité d'une évaluation comparative rigoureuse et transparente des outils juridiques d'IA. Contrairement à d'autres domaines, l'utilisation de l'IA en droit reste d'une opacité alarmante. Les chercheurs affirment que les outils qu'ils ont étudié ne fournissent pas d'accès systématique, publient peu de détails sur leurs modèles et ne communiquent aucun résultat d'évaluation.

Cette opacité fait qu'il est extrêmement difficile pour les avocats de se procurer et d'acquérir des produits d'IA. Le grand cabinet d'avocats Paul Weiss a passé près d'un an et demi à tester un produit, et n'a pas développé de "*mesures rigoureuses*" parce que la vérification du système d'IA était si complexe qu'elle "*rendait tout gain d'efficacité difficile à mesurer*". L'absence de mesures d'évaluation rigoureuses rend difficile une adoption responsable, en particulier pour les praticiens qui disposent de moins de ressources que Paul Weiss.

Le manque de transparence menace également la capacité des avocats à se conformer aux exigences en matière d'éthique et de responsabilité professionnelle. Les barreaux de Californie, de New York et de Floride ont tous récemment publié des orientations sur le devoir de supervision des avocats concernant les produits de travail créés à l'aide d'outils d'IA. Et à partir de mai 2024, plus de 25 juges fédéraux ont émis des ordonnances permanentes demandant aux avocats de divulguer ou de surveiller l'utilisation de l'IA dans leurs salles d'audience.

Sans accès aux évaluations des outils spécifiques et sans transparence sur leur conception, les avocats pourraient se trouver dans l'impossibilité de s'acquitter de ces responsabilités. Par ailleurs, compte tenu du taux élevé d'hallucinations, les avocats pourraient se trouver dans l'obligation de vérifier chaque proposition et chaque citation fournies par ces outils, ce qui compromettrait les gains d'efficacité que les outils d'IA juridique sont censés apporter.

Les chercheurs concluent en déclarant :

> *Notre étude ne vise en aucun cas à pointer du doigt LexisNexis et Thomson Reuters. Leurs produits sont loin d'être les seuls outils d'IA juridique qui ont besoin de transparence - un grand nombre de startups proposent des produits similaires et ont fait des déclarations similaires, mais ils sont disponibles sur des bases encore plus restreintes, ce qui rend encore plus difficile l'évaluation de leur fonctionnement.*
>
> *Sur la base de ce que nous savons, les hallucinations juridiques n'ont pas été résolues. La profession juridique devrait se tourner vers des analyses comparatives publiques et des évaluations rigoureuses des outils d'IA.*

Source : "Hallucination-Free? Assessing the Reliability of Leading AI Legal Research Tools" (Université de Stanford)

Et vous ?

➔ Pensez-vous que cette étude est crédible ou pertinente ?
➔ Quel est votre avis sur le sujet ?

Voir aussi :

➔ ChatGPT : un avocat Canadien réprimandé pour avoir cité des cas de jurisprudences inventés par le chatbot IA d'OpenAI dans un litige de garde d'enfants

➔ Stanford présente les principales conclusions de son nouveau rapport annuel AI Index et indique notamment que l'IA surpasse l'homme pour certaines tâches, mais pas pour toutes

➔ Il vaut mieux appeler GPT qu'un avocat, les grands modèles de langage démontrent une grande précision, des temps de révision réduits et des économies jusqu'à 100% de coûts par rapport aux avocats

Publication de communiqués de presse en informatique. Contribuez au club : corrections, suggestions, critiques, ... **Contactez le service news** et **Rédigez des actualités**

Répondre avec citation 7 0

03/06/2024, 15h08 #22

Jules34

Membre très actif

Expertise comptable
Inscrit en: Décembre 2019
Messages: 862

En tant que Juriste je peux vous dire qu'on utilisera jamais ça dans ma boîte, on a testé le produit Lexis, c'est juste un index de recherche qui parle.

J'ai testé Ordalie c'est du même acabit, ils règlent le problème des sources en adoptant le parti pris **de ne pas présenter de source** (ce qui est le truc le plus débile à faire dans le monde juridique) et de répondre en étant le plus évasif possible. Si je lui demande comment transformer une SCI en SAS et vice versa le truc répond la même chose. Game over puisque du coup ça n'est même pas pour le moment au niveau d'article écris par des juniors.

Pour les particuliers c'est encore plus dangereux puisqu'avant de vouloir une réponse, il faut déjà savoir quoi demander

Répondre avec citation 3 0

13/06/2024, 13h34 #23

Patrick Ruiz

Chroniqueur Actualités

Le Bresil engage OpenAI pour réduire les coûts des procès dans un contexte de débats sur l’adoption de l’IA

Le Bresil engage OpenAI pour réduire les coûts des procès dans un contexte de débats sur l’adoption de l’IA

Redacteur web
Inscrit en: Février 2017
Messages: 2 582

Capable de gagner contre des avocats humains et d'inventer des cas de jurisprudence comme ChatGPT

Le Brésil a apparemment engagé OpenAI dans le but d'aider les procureurs à mieux traiter les affaires et à faire économiser de l'argent à l'administration via l'intégration de ChatGPT à leur flux de travail. La décision intervient dans un contexte de débats autour de l'adoption de l'intelligence artificielle dans la filière. En effet, l'intelligence artificielle est capable de gagner contre des avocats humains mais de l'autre côté d'inventer des cas de jurisprudence.

C'est Microsoft qui se chargera de fournir lesdits services d'intelligence artificielle au travers de sa plateforme d'informatique dans le nuage – Microsoft Azure. Ce type d'adoption est une espèce de redite étant donné que la Chine a procédé à la présentation d'une intelligence artificielle juge aux apparences d'une femme en 2019. Ce sont plutôt les avantages et les inconvénients de telles décisions qui font désormais l'objet de débats.

Introuvable

> Brazil to employ OpenAI for cost-effective legal analysis
>
> Brazil plans to hire OpenAI to assist in its legal proceedings, aiming to reduce substantial court-related expenditures that burden the federal budget. This initiative will see AI technology deployed to screen and analyze...
>
> — CoinNess Global (@CoinnessGL) June 11, 2024

Vingt avocats expérimentés perdent face à une intelligence artificielle lors d'un test détection de problèmes juridiques

En effet, une étude a soumis une vingtaine d'avocats à un test au cours duquel ils devaient déceler les problèmes dans cinq accords de non-divulgation qui constituent une base contractuelle pour la plupart des transactions commerciales. Pour le test, les vingt avocats experts en révision de contrats se sont retrouvés opposés à une intelligence artificielle, LawGeex AI. Ladite intelligence artificielle à laquelle les avocats ont été confrontés, a réussi à atteindre un taux de précision moyen de 94 %, un chiffre largement supérieur à celui des avocats qui s'élevait à 85 %. Il a fallu en moyenne 92 minutes aux avocats pour mener à bien la recherche contre 26 secondes pour l'intelligence artificielle.

Au nombre des vingt avocats, certains ont souhaité se faire entendre après le test. « Le test a mis en évidence les problèmes généralement contenus dans les accords de confidentialité et les problèmes auxquels les avocats doivent prêter attention lors de la rédaction et de la révision des accords de confidentialité. En ce qui concerne l'automatisation, je pense que cela aiderait les clients à obtenir de meilleurs prix et permettrait aux avocats de se concentrer sur des projets plus complexes. Cependant, je pense que le test et la technologie d'intelligence artificielle doivent être très approfondis pour y parvenir, et que les clients professionnels préfèrent peut-être qu'un avocat spécialiste des droits humains examine et prenne soin de leurs préoccupations professionnelles », avait déclaré Samantha Javier, une diplômée de la Lewis & Clark Law School autorisée à pratiquer le droit en Oregon.

« Participer à cette expérience m'a vraiment fait prendre conscience à quel point il est ridicule que les avocats consacrent leur temps (ainsi que l'argent de leurs clients) à créer ou à réviser des documents tels que des NDA qui sont si fondamentalement similaires. Disposer d'un outil capable d'automatiser ce processus permettrait aux avocats qualifiés de consacrer leur temps à des tâches de niveau supérieur sans avoir à faire appel à un technicien juridique (ce qui rendrait les services qu'ils offrent plus compétitifs à long terme) », avait déclaré Grant Gulovsen, avocat avec plus de 15 ans d'expérience.

« Nous assistons à des perturbations dans de nombreux secteurs par des utilisations de plus en plus sophistiquées de l'intelligence artificielle. Le domaine du droit ne fait pas exception. L'identification correcte des principes juridiques de base dans les contrats est le type de tâche routinière susceptible d'être automatisée. Utiliser l'IA pour repérer les problèmes courants dans les accords de non-divulgation pourrait constituer un développement utile, qui permettrait de gagner du temps et d'économiser de l'argent pour le secteur juridique dans son ensemble », selon Seun Adebiyi, ancien avocat d'entreprise chez Goldman Sachs.

« Bien que la catégorisation des clauses rende le processus d'examen de la NDA un peu plus rapide dans mon propre cabinet, je ne pense pas que le véritable examen juridique puisse être réalisé par Amnesty International. Cependant, je considère l'application de l'IA comme un outil utile permettant de gagner du temps », avait indiqué Abigail Peterson, avocate auprès du fabricant américain de dispositifs médicaux DeRoyal Industries.

« L'intelligence artificielle a un potentiel énorme en ce qui concerne la réduction du temps nécessaire pour passer en revue les contrats standard et rendre les conseils juridiques accessibles et abordables pour tous. LawGeex m'a demandé d'examiner l'accord de non-divulgation de manière logique et crédible, à l'instar de la façon dont j'ai examiné des documents en tant qu'ancien avocat dans un cabinet d'avocats international », avait souligné Hua Wang, cofondatrice de SmartBridge, ex-avocate chez K & L Gates et Proskauer, avocate interne chez Cisco Systems et boursière mondiale à la Kauffman Foundation.

« En tant qu'administrateur de contrats, je pense que l'intelligence artificielle sera utile et réduira le temps passé sur les révisions de contrats. Si ce n'est déjà fait, des modèles ou des clauses de contrat standard devraient être insérés dans la base de données du logiciel et provoquer des divergences dans les documents à examiner en fonction des moyens du contrat. Bien que les contrats puissent être très similaires les uns des autres, ils ont tous un objectif spécifique, ce qui appelle une attention particulière pour l'utilisation de balises. Je trouve que l'IA est logique et crédible dans le but de réduire le temps d'examen des contrats, ce qui permet de hiérarchiser d'autres tâches fastidieuses », avait indiqué Deja Colbert, administratrice de contrats chez Omega Rail Management.

National Center for State Courts
@StateCourts · **Suivre**

Is there such a thing as too much #AI?

In the latest episode of the #LadyJusticePodcast, Prof. Amy Cyphert from @WVUlaw highlights the significance of human input in law and its progress. She warns against excessive dependence on #GenAI.

Regarder sur X

3:00 PM · 12 juin 2024

3 Répondre Copier le lien

Lire 2 réponses

Le juge de la Cour suprême US met néanmoins en garde contre les dangers de l'IA dans le travail judiciaire

« L'IA a évidemment un grand potentiel pour améliorer considérablement l'accès aux informations clés pour les avocats et les non-avocats. Mais cela risque tout aussi évidemment de porter atteinte aux intérêts de la vie privée et de déshumaniser la loi », déclare-t-il.

En plus de ces risques, les chatbots LLM populaires comme ChatGPT et Bard de Google peuvent produire de fausses informations, ce qui revient à dire que les utilisateurs s'en remettent à la chance chaque fois qu'ils font confiance aux robots sans vérifier leur travail au préalable.

Roberts a souligné que « toute utilisation de l'IA nécessite prudence et humilité ». Il a mentionné un cas où les hallucinations de l'IA ont conduit des avocats à citer des cas inexistants dans des documents judiciaires, ce qui, selon le juge en chef, est « toujours une mauvaise idée ». Roberts n'a pas donné plus de détails en dehors d'indiquer que le phénomène « a fait la une des journaux cette année ».

La semaine dernière, par exemple, Michael Cohen, ancien conseiller et avocat de Donald Trump, a déclaré dans des documents judiciaires qu'il avait donné par erreur à son avocat de fausses citations générées par un programme d'IA qui ont été citées dans un dossier officiel du tribunal. D'autres cas d'avocats incluant des cas inventés par l'IA dans des mémoires juridiques ont également été documentés.

La 5e Cour d'appel américaine de la Nouvelle-Orléans semble être d'accord avec le point de vue de Roberts selon lequel l'assistance juridique assistée par l'IA peut produire un travail moins que satisfaisant. Le tribunal a proposé une règle qui obligerait les avocats à certifier qu'ils ne s'appuient pas sur un logiciel d'IA pour rédiger des mémoires, ou qu'un humain a vérifié et édité tout texte généré par un chatbot.

Les avocats qui déclarent faussement qu'ils respectent la règle pourraient être confrontés à la possibilité que leurs dossiers soient radiés et sanctionnés, selon la règle proposée.

Et vous ?

➜ Quelle est votre opinion sur l'utilisation de l'IA dans le domaine du droit ? Pensez-vous qu'elle soit bénéfique ou nuisible pour la justice ?
➜ Quelles sont les limites que vous voyez à l'application de l'IA au travail judiciaire ? Comment les définir et les respecter ?
➜ Que pensez-vous du cas de l'avocat qui a cité une affaire judiciaire fictive que lui a communiqué ChatGPT ? Quelles sanctions devrait-il encourir ?
➜ Comment vérifier la fiabilité et la validité des sources juridiques générées par l'IA ? Quels sont les critères et les outils à utiliser ?
➜ Comment préserver les valeurs et les principes qui fondent le droit, face à l'évolution rapide de la technologie ? Quel est le rôle et la responsabilité des juges et des avocats dans ce contexte ?

Voir aussi :

➜ Un avocat cite des affaires juridiques fictives inventées par ChatGPT, provoquant la fureur du juge et des sanctions potentielles. ChatGPT avait assuré à l'avocat que ces affaires étaient réelles

Contribuez au club : Corrections, suggestions, critiques, ... : **Contactez le service news** et **Rédigez des actualités**

Répondre avec citation | **8** | **0**

13/06/2024, 14h08 #24

Jules34

Membre très actif

Expertise comptable
Inscrit en: Décembre 2019
Messages: 862

26 secondes pour que l'IA analyse le contrat et 94 minutes pour un avocat. OK, combien de temps passés à programmer l'IA pour qu'elle soit aussi efficace sur ce segment spécifique d'une analyse de documents ? Remplacer le contrat de non divulgation par un babar l'éléphant et le truc ne sait déjà plus ou il habite non ?

Quoiqu'il en soit ça laisse songeur. J'aimerais bien pouvoir passer moins de temps à la rédaction et la vérification et si l'IA pouvait s'assurer que je fasse pas de bourde dans les chiffres ou une clause particulière c'est vrai qu'au final ce serait pas mal.

Après comme d'habitude ça soulève plus d'interrogation que de solution et évidemment tout le monde se lance dedans tête baissée

Répondre avec citation | **0** | **0**

28/02/2025, 09h23 #25

Jade Emy
Communiqués de presse
★★★★★★★★
Traductrice Technique
Inscrit en: Juin 2023
Messages: 3 065

Un avocat américain condamné à une amende de 15 000 dollars pour avoir utilisé un cas fictif généré par l'IA

Un avocat américain condamné à une amende de 15 000 dollars pour avoir utilisé un cas fictif généré par l'IA, et d'autres incidents similaires se sont produits récemment.

Un avocat américain condamné à une amende pour avoir utilisé une affaire fictive générée par l'IA. L'avocat Rafael Ramirez a été recommandé pour une amende de 15 000 dollars pour avoir cité des affaires judiciaires fictives. Ramirez a admis avoir utilisé des outils d'IA pour rédiger des documents juridiques, mais n'a pas vérifié les affaires citées. Cet incident a suscité de nombreuses inquiétudes quant aux risques liés à l'utilisation de l'IA dans le domaine juridique.

Depuis le boom de l'IA en 2023, les avocats ont de plus en plus recours au chabot d'intelligence artificielle (IA) pour les aider dans leurs travails. Cependant, même eux font face à des erreurs et des hallucinations de l'IA.

En mai 2023, l’avocat Steven A. Schwartz a utilisé ChatGPT pour générer et citer des affaires fictives lors d'un procès. Il représentait un homme qui poursuivait la compagnie aérienne Avianca après qu’un chariot de service lui ait heurté le genou lors d’un vol vers l’aéroport Kennedy de New York en 2019. Schwartz avait admis qu'il ne savait pas que ChatGPT inventerait simplement des affaires, le chatbot ayant insisté sur le fait qu’elles étaient réelles.

En mars 2024, un avocat de Vancouver, Chong Ke, a été condamné à payer les frais de la partie adverse après avoir cité deux affaires inexistantes générées par ChatGPT dans un litige de garde d’enfants. Le juge a réprimandé l'avocat Ke pour avoir inclus deux "hallucinations" de l’IA dans sa demande et l’a condamnée à payer les frais engagés par les avocats de Zhang pour vérifier l’existence des affaires. Il a estimé que Ke n’avait pas l’intention de tromper le tribunal, mais qu’elle avait fait preuve d’une "*négligence professionnelle*".

Récemment, le juge Mark D. Dinsmore du district sud de l'Indiana a recommandé une amende de 15 000 dollars à un avocat qui avait cité des affaires inexistantes dans des documents juridiques. L'avocat en question est Rafael Ramirez, de Rio Hondo, au Texas. Le 29 octobre 2024, il a cité trois affaires fabriquées de toutes pièces dans ses documents juridiques. Le récent rapport du juge Dinsmore indique que Ramirez n'a pas vérifié la validité et l'exactitude des cas cités dans trois documents juridiques, recommandant ainsi une amende de 5 000 dollars pour chaque document.

Lawyer Fined and Sanctioned for Using Chat GPT
Nate The Lawyer

Watch on

Le juge Dinsmore a fait valoir que si citer des chiffres, des dates ou des fautes d'orthographe est une erreur courante, citer des affaires totalement inexistantes est une erreur bien plus grave. Au cours de la procédure, le juge a demandé à Ramirez d'expliquer la situation. Ramirez a admis avoir utilisé des outils d'intelligence artificielle pour rédiger les documents et a déclaré qu'il ne savait pas que ces outils pouvaient générer de faux cas et de fausses citations.

Bien que Ramirez ait affirmé ne pas avoir eu d'intention malveillante, il a également admis ne pas s'être pleinement conformé à la règle 11 des règles fédérales de procédure civile, qui exige des avocats qu'ils certifient l'exactitude des documents soumis au tribunal. Le juge Dinsmore a souligné que la méconnaissance de l'outil d'IA par Ramirez mettait en évidence la gravité du problème.

Ces incidents mettent en évidence les risques liés à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine juridique et les responsabilités qui incombent aux avocats lorsqu'ils utilisent ces technologies. Cependant, cela n'empêche pas les gens d'avoir de plus en plus recours à l'IA. Par exemple, en 2023, une IA devait servi d'avocat à un individu dans un cas devant un tribunal. L'IA de l'entreprise DoNotPay fonctionne sur un téléphone, écoute tous les discours dans la salle d'audience et donne des instructions à qui s'en sert grâce à une oreillette. L'entreprise proposait même "*1 000 000 $ à tout avocat ou personne ayant une affaire à venir devant la Cour suprême des États-Unis pour qu'il porte des AirPods et laisse notre robot avocat plaider l'affaire en répétant exactement ce qu'il dit.*

En outre, récemment, des travailleurs mécontents avaient utilisé l'IA pour générer et déposer des plaintes contre leurs employeurs à un rythme sans précédent. Mais les experts ont noté que l'IA génère des arguments incohérents, longs et souvent incorrects et entraîne une hausse des frais de justice. Un expert avait notamment affirmé : "*Dans de nombreux cas, les résultats de l'IA sont inexacts, ce qui amène les demandeurs à invoquer des revendications ou des arguments non valables. L'employeur ne peut pas se contenter d'ignorer ces demandes. Cela conduit à un cycle de correspondance continue et coûteuse*"

Source : Décision de Justice

Et vous ?

➔ Pensez-vous que cette décision du juge est crédible ou pertinente ?
➔ Quel est votre avis sur le sujet ?

Voir aussi :

➔ Un juge a infligé une amende de 5 000 $ à un cabinet d'avocats qui s'est appuyé sur des affaires juridiques fictives générées par ChatGPT. Ce dernier avait assuré que ces affaires étaient réelles

➔ Près de trois quarts des juristes prévoient d'utiliser l'IA pour leur travail, ce qui est effrayant. Les modèles d'IA juridique hallucinent une fois sur six (ou plus) dans les évaluations comparatives

➔ Il vaut mieux appeler GPT qu'un avocat, les grands modèles de langage démontrent une grande précision, des temps de révision réduits et des économies jusqu'à 100% de coûts par rapport aux avocats

Publication de communiqués de presse en informatique. Contribuez au club : corrections, suggestions, critiques, ... **Contactez le service news** et **Rédigez des actualités**

Répondre avec citation 6 0

10/11/2025, 23h44 #26

Annonces
Invité de passage
Inscrit en: Janvier 2003
Messages: 37

Les avocats utilisent l'IA pour bâcler leurs plaidoiries et la situation s'aggrave

Les avocats utilisent l'IA pour bâcler leurs plaidoiries et la situation s'aggrave,

Un mouvement se développe au sein de la profession pour recenser les affaires inventées par l'IA utilisées par leurs confrères

Aux États-Unis, les tribunaux commencent à crouler sous des documents juridiques « slopifiés » – des textes générés ou fortement assistés par des intelligences artificielles qui déforment la logique, inventent des jurisprudences et brouillent le langage du droit. Ce phénomène, dénoncé par des juristes eux-mêmes, marque une dérive inquiétante : celle d'une profession qui, en cédant trop vite à la tentation de l'IA, met en péril la rigueur de sa propre parole.

Dans le jargon des critiques de l'IA, le mot « slop » désigne cette bouillie textuelle issue des modèles génératifs – une prose lisse, répétitive, souvent incohérente. Dans le monde juridique, cette bouillie devient dangereuse. De plus en plus d'avocats, débordés ou attirés par l'efficacité promise de ChatGPT et consorts, rédigent des conclusions ou des requêtes en s'appuyant sur des outils qui produisent des formulations artificiellement sophistiquées mais fondamentalement erronées.

Le résultat : des dossiers mal argumentés, des citations inventées, des références juridiques inexistantes. En mai 2023, une affaire à New York avait déjà fait scandale : deux avocats avaient remis au tribunal un mémoire truffé de jurisprudences… créées de toutes pièces par ChatGPT. Le juge, consterné, avait parlé d’une « parodie de rigueur ». Depuis, le phénomène s’est amplifié et institutionnalisé, jusqu’à susciter la création d’initiatives comme AI Law Hub et SlopTracker, des plateformes où les juristes recensent les dérives de leurs confrères.

Une multiplication de ce type de cas

Le New York Times publie un nouvel article sur cette tendance inquiétante, soulignant que les sanctions infligées aux avocats pris en flagrant délit d'utilisation négligente de l'IA sont de plus en plus fréquentes (ces sanctions peuvent se limiter à une amende ou à un autre désagrément mineur). Apparemment, la position de l'American Bar Association autorise les avocats à utiliser l'IA dans le cadre de leur travail. Ils doivent simplement s'assurer que le texte généré par le chatbot est correct et ne contient pas d'exemples de cas juridiques fictifs – une situation qui semble malheureusement se répéter. Le Times note d'ailleurs*:

«*D'après des documents judiciaires et des entretiens avec des avocats et des universitaires, la profession juridique est devenue ces derniers mois un véritable nid à erreurs d'IA. Certaines de ces erreurs sont dues au recours aux chatbots au lieu de faire appel à un avocat.*» Les chatbots, malgré leurs inconvénients, peuvent aider ceux qui se représentent eux-mêmes à « parler un langage que les juges comprendront », a déclaré Jesse Schaefer, un avocat basé en Caroline du Nord… Mais un nombre croissant d’affaires proviennent de professionnels du droit, et les tribunaux commencent à prévoir des sanctions telles que de petites amendes et autres mesures disciplinaires.

Un avocat condamné à payer une amende de 10 000 dollars : il estime illusoire d'espérer que les avocats cessent d'utiliser l'IA

Un avocat californien a été condamné à une amende de 10*000 dollars pour avoir déposé un appel devant une cour d'appel de l'État truffé de fausses citations générées par l'outil d'intelligence artificielle ChatGPT.

Cette amende semble être la plus importante jamais infligée par un tribunal californien pour usage abusif de l'IA. Elle s'accompagne d'une décision cinglante indiquant que 21 des 23 citations d'arrêts cités dans le mémoire introductif de l'avocat étaient inventées. La cour souligne également que de nombreux tribunaux, tant hors de l'État qu'au niveau fédéral, ont déjà interpellé des avocats pour avoir cité de fausses sources juridiques.

«*Nous publions donc cette décision à titre d'avertissement*», poursuit-elle. «*En clair, aucun mémoire, acte de procédure, requête ou autre document déposé devant un tribunal ne doit contenir de citations – qu'elles proviennent d'une IA générative ou de toute autre source – que l'avocat responsable du dépôt n'a pas personnellement lues et vérifiées.»

Cette décision, rendue le 12 septembre par la Cour d'appel du deuxième district de Californie, illustre parfaitement pourquoi les autorités judiciaires de l'État s'efforcent de réglementer l'utilisation de l'IA dans le système judiciaire. Il y a deux semaines, le Conseil judiciaire de l'État a publié des directives exigeant des juges et du personnel des tribunaux qu'ils interdisent l'intelligence artificielle générative ou qu'ils adoptent une politique d'utilisation de cette intelligence artificielle générative d'ici le 15 décembre. Parallèlement, le Barreau de Californie examine la possibilité de renforcer son code de déontologie afin de prendre en compte les différentes formes d'IA, suite à une demande de la Cour suprême de Californie le mois dernier.

L'avocat de la région de Los Angeles, Amir Mostafavi, condamné à une amende, a déclaré au tribunal qu'il n'avait pas lu le texte généré par le modèle d'IA avant de déposer son appel en juillet 2023, plusieurs mois après qu'OpenAI a présenté ChatGPT comme capable de réussir l'examen du barreau. Un collège de trois juges l'a condamné à une amende pour avoir déposé un appel abusif, violé les règles de procédure, cité de faux cas et gaspillé le temps du tribunal et l'argent des contribuables, selon l'avis rendu.

Mostafavi a déclaré à CalMatters avoir rédigé l'appel puis utilisé ChatGPT pour tenter de l'améliorer. Il a précisé qu'il ignorait que le logiciel ajouterait des références jurisprudentielles ou inventerait des informations.

Il estime illusoire d'espérer que les avocats cessent d'utiliser l'IA. Celle-ci est devenue un outil essentiel, au même titre que les bases de données en ligne ont largement remplacé les bibliothèques juridiques. Tant que les systèmes d'IA continueront à produire de fausses informations, il conseille aux avocats qui y ont recours de faire preuve de prudence.

« En attendant, il y aura des victimes, des dommages et des dégâts », a-t-il affirmé. « J'espère que cet exemple évitera à d'autres de tomber dans le même piège. J'en subis les conséquences. »

Une base de données des cas d'avocats invoquant de fausses affaires générées par IA

L'amende infligée à Mostafavi est la sanction la plus lourde jamais prononcée contre un avocat par un tribunal californien et l'une des plus importantes jamais infligées pour utilisation abusive de l'IA par un avocat, selon Damien Charlotin, qui enseigne le droit et l'IA dans une école de commerce parisienne. Il recense les cas d'avocats invoquant de fausses affaires, principalement en Australie, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

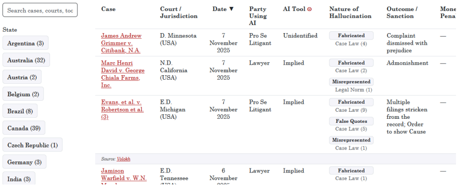
Dans une affaire très médiatisée en mai, un juge de la Cour de district des États-Unis en Californie a condamné deux cabinets d'avocats à verser 31*100 dollars d'honoraires à l'avocat de la défense et au tribunal pour les frais liés à l'utilisation de «*fausses recherches générées par l'IA*». Dans sa décision, le juge a déclaré s'être senti trompé, a indiqué que les avocats avaient failli citer de faux éléments dans une ordonnance et a affirmé*: «*Une forte dissuasion est nécessaire pour éviter que les avocats ne cèdent à cette facilité.*»

Charlotin estime que les tribunaux et le public doivent s'attendre à une augmentation exponentielle de ces affaires à l'avenir. Lorsqu'il a commencé à recenser les dossiers judiciaires impliquant l'IA et les faux témoignages au début de l'année, il en rencontrait quelques-uns par mois. Désormais, il en voit plusieurs par jour. Les grands modèles de langage affirment avec assurance des mensonges comme des faits, surtout en l'absence de preuves.

« Plus votre argumentation juridique est complexe, plus le modèle aura tendance à induire en erreur, car il cherchera à vous satisfaire », explique-t-il. « C'est là que le biais de confirmation entre en jeu. »

En parcourant le site de Charlotin, on est pour le moins effrayé*: on y trouve déjà 11 pages d'affaires illustrant ces aberrations (les chercheurs affirment en avoir recensé 509 à ce jour).

Une analyse de mai 2024 réalisée par le RegLab de l'Université de Stanford a révélé que, bien que trois avocats sur quatre prévoient d'utiliser l'IA générative dans leur pratique, certaines formes d'IA génèrent des erreurs dans un tiers des requêtes. Détecter les faux témoignages cités dans les documents juridiques pourrait devenir plus difficile à mesure que les modèles augmentent en taille.



State

- Argentina (3)
- Australia (32)
- Austria (2)
- Belgium (2)
- Brazil (8)
- Canada (39)
- Czech Republic (1)
- Germany (3)
- India (3)

Case	Court / Jurisdiction	Date ▼	Party Using AI	AI Tool	Nature of Hallucination	Outcome / Sanction	Mone Pena
James Andrew Grimmer v. Citibank, N.A.	D. Minnesota (USA)	7 November 2025	Pro Se Litigant	Unidentified	Fabricated Case Law (4)	Complaint dismissed with prejudice	—
Marc Henri David v. George Chiala Farms, Inc.	N.D. California (USA)	7 November 2025	Lawyer	Implied	Fabricated Case Law (2) Misrepresented Legal Norm (1)	Admonishment	—
Evans, et al. v. Robertson et al. (3)	E.D. Michigan (USA)	7 November 2025	Pro Se Litigant	Implied	Fabricated Case Law (9) False Quotes Case Law (5) Misrepresented Case Law (1)	Multiple filings stricken from the record; Order to show Cause	—
Source: Volokh							
Jamison Warfield v. W.N.	E.D. Tennessee	6 November	Lawyer	Implied	Fabricated Case Law (1)		—

L’automatisation de la plaidoirie

Ce que révèle cette crise, c’est la mutation d’un métier fondé sur la précision, la nuance et la responsabilité. L’usage d’outils comme GPT, Claude ou Copilot promet de gagner du temps, d’améliorer la clarté ou de simplifier la recherche documentaire. Mais le revers de la médaille, c’est la perte du contrôle intellectuel.

Là où l’avocat devrait interpréter, il se contente parfois de recopier. Là où il devrait peser chaque mot, il laisse l’algorithme formuler des généralités verbeuses. Le « slop juridique » n’est pas qu’un problème de style : il est la preuve d’une déresponsabilisation progressive, d’un glissement où le langage du droit devient une simple sortie de modèle statistique.

Et dans le domaine judiciaire, une erreur de raisonnement ou une référence inventée ne se corrige pas comme une coquille dans un e-mail : elle peut fausser une décision, nuire à un client, voire créer un précédent juridique bancal.

D'autres avocats dénoncent

Aujourd'hui, comme Damien Charlotin, certains avocats dénoncent ouvertement les erreurs de leurs confrères et tentent de créer un système de suivi recensant les cas d'utilisation abusive de l'IA.

En effet, le Times souligne l'existence d'un « réseau croissant d'avocats qui traquent les abus d'intelligence artificielle commis par leurs confrères » et les publient en ligne, dans le but apparent de dénoncer ces pratiques et d'alerter le public. Cependant, l'impact de ces actions reste, pour l'instant, loin d'être suffisant. « Ces affaires nuisent à la réputation du barreau », a déclaré Stephen Gillers, professeur d'éthique à la faculté de droit de l'université de New York, au journal. « Les avocats du monde entier devraient avoir honte des agissements de certains membres de leur profession. »

Sources : cas d'hallucination IA , *Lacey c. State Farm General Assurance*, Stanford, opinion de la Cour de Californie

Et vous ?

➜ Dénoncer ces abus de l'IA par les avocats, un pas dans la bonne direction ? Dans quelle mesure ?

➜ Le recours à l'IA dans la rédaction juridique doit-il être strictement encadré, voire interdit dans certaines juridictions ?

➜ Peut-on imaginer des modèles d'IA spécifiquement entraînés sur des bases juridiques fiables pour éviter le « slop » ?

➜ Le « slop » est-il seulement un problème technique, ou le symptôme d'une crise plus large du rapport au travail intellectuel ?

➜ Comment préserver l'exigence de rigueur et de responsabilité dans une époque où la rapidité et la productivité deviennent les nouveaux dogmes ?

Répondre avec citation | **13** | **0**

11/11/2025, 01h29 #27

Invité

Invité(e)

entre les réponses approximatives façon profession de foi ("vous nous avez demandé si... nous certifions que" sans aucune réf juridique) et les inventions c'est catastrophique. dans les cas les plus fréquents l'IA est co... comme une b... quel écran de fumée, tout ça pour facturer. Un bon vieux moteur de recherches qui pointe vers des données validées... pas photo. ça c'est pire que tout.

Répondre avec citation | **2** | **0**

12/11/2025, 00h36 #28

Matthieu Vergne

Membre éprouvé

Consultant IT, chercheur IA indépendant

Inscrit en: Novembre 2011

Messages: 2 509

Billets dans le blog: 3

Remplacez le jargon des avocats par celui des développeurs et vous aurez un autre article criant de vérité :

> ***L'automatisation du développement logiciel***
>
> *Ce que révèle cette crise, c'est la mutation d'un métier fondé sur la précision, la nuance et la responsabilité. L'usage d'outils comme GPT, Claude ou Copilot promet de gagner du temps, d'améliorer la clarté ou de simplifier la recherche* ***de code****. Mais le revers de la médaille, c'est la perte du contrôle intellectuel.*
>
> *Là où* ***le développeur*** *devrait interpréter, il se contente parfois de recopier. Là où il devrait peser chaque* ***instruction****, il laisse l'algorithme formuler des généralités verbeuses. Le « slop* ***coding*** *» n'est pas qu'un problème de style : il est la preuve d'une déresponsabilisation progressive, d'un glissement où le* ***code*** *devient une simple sortie de modèle statistique.*
>
> *Et dans le domaine* ***logiciel****, une erreur de raisonnement ou une* ***valeur*** *inventée ne se corrige pas comme une coquille dans un e-mail : elle peut fausser une décision, nuire à un client, voire* ***porter atteinte à la société****.*

Pas plus tard que vendredi je parlais avec mes collègues de faire la distinction entre ceux qui sont rigoureux et ceux qui ne le sont pas :

- les rigoureux peuvent tirer de l'IA les principaux avantages, car leur rigueur s'assure qu'ils vérifient derrière et comprennent ce qu'ils font, l'IA peut alors faire gagner un peu de temps sur les parties à écrire qu'on maîtrise déjà (peu de temps de vérification nécessaire) ou beaucoup pour les juniors qui peuvent focaliser leur temps d'apprentissage sur ce qui marche (moins de recherches infructueuses, qui peuvent apprendre des trucs mais moins pertinentes à l'instant T), et pour le reste rend surtout le job plus fun
- les non-rigoureux par contre ont toutes les chances de donner une fausse impression de gros coup de pouce sur le court terme, en se contentant de copier sans vraiment réfléchir à ce qu'ils font, donnant l'impression qu'ils exploitent mieux l'IA alors qu'en fait les conséquences néfastes ne s'en ressentiront que plus tard, introduisant des coûts qui gomment les avantages illusoires de court terme. Quant au long terme, à force de se laisser aller à l'IA, ils ne forgeront pas leur propre expertise, se contentant de rester dépendants d'outils qu'ils ne maîtrisent pas et de stagner à leur niveau. Rendant le renouvellement des générations de dévs précaire.

En tant que développeurs, c'est à nous de nous assurer que nos juniors et nos employeurs ne tombent pas dans le panneau.

Pour les ingénieurs français, inscrits au répertoire des Ingénieurs et Scientifiques de France (IESF), il en va de notre responsabilité d'informer et de former :
https://www.iesf.fr/752_p_49680/char...ingenieur.html

> Envoyé par **Charte IESF**
>
> *En tant que membres d'un collectif de travail, l'ingénieur et le scientifique :*
>
> - *se mettent au service de leurs commanditaires et les informent des risques et contraintes (sociaux, environnementaux, économiques) des solutions proposées (Sens du service),*
> - *...*
> - *participent à l'adaptation des activités de leur collectif de travail aux évolutions de la société et de l'environnement (Agilité),*
> - *encouragent la montée en compétences techniques et scientifiques de leurs collaborateurs et équipes (Management),*
> - *travaillent méthodiquement afin d'assurer la traçabilité des résultats et des données qui fondent les décisions de leur collectif de travail (Transparence),*
> - *participent activement à la gouvernance de leur collectif de travail (Engagement),*
> - *...*
> - *signalent, de bonne foi et de manière désintéressée, les risques et les atteintes graves envers les droits humains, les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement, résultant des activités de leur collectif de travail (Intégrité).*

> Envoyé par **Charte IESF**
>
> *En tant que membres de la société toute entière, l'ingénieur et le scientifique :*
>
> - *...*
> - *adoptent une posture active dans la société en éclairant l'opinion publique sur les problématiques qui nécessitent une vision de l'ingénieur ou du scientifique (Citoyenneté),*
> - *transmettent leur savoir scientifique et leur expérience, en les rendant accessibles au plus grand nombre (Vulgarisation),*
> - *...*

Site perso
Recommandations pour débattre sainement

Références récurrentes :
The Cambridge Handbook of Expertise and Expert Performance
L'Art d'avoir toujours raison (ou ce qu'il faut éviter pour pas que je vous saute à la gorge {^_^})

Répondre avec citation | 3 | 0

12/11/2025, 16h01 #29

totozor

Membre éprouvé

ingénieur qualité
Inscrit en: Mars 2015
Messages: 1 754

> Envoyé par **le**
>
> ***Un mouvement se développe au sein de la profession pour recenser les affaires inventées par l'IA utilisées par leurs confrères***
>
> ***Aux États-Unis, les tribunaux commencent à crouler sous des documents juridiques « slopifiés » – des textes générés ou fortement assistés par des intelligences artificielles qui déforment la logique, inventent des jurisprudences et brouillent le langage du droit. Ce phénomène, dénoncé par des juristes eux-mêmes, marque une dérive inquiétante : celle d'une profession qui, en cédant trop vite à la tentation de l'IA, met en péril la rigueur de sa propre parole.***

Vraie question bête : est il si compliqué de développer une IA qui vérifie ces plaidoiries.
Les gars écrivent des plaidoiries en 5 min?
On est pas capable de les détruire à peine plus lentement?
Surtout que les gens doivent donner des sources (articles, jurisprudence du xx/xx/xxxx etc).

Répondre avec citation 0 0

12/11/2025, 20h37 #30

Matthieu Vergne

Membre éprouvé

Consultant IT, chercheur IA indépendant
Inscrit en: Novembre 2011
Messages: 2 509
Billets dans le blog: 3

> Envoyé par **totozor**
>
> *Vraie question bête : est il si compliqué de développer une IA qui vérifie ces plaidoiries.*

Elle te générera, comme les autres, un texte plausible. Correct quand tu as de la chance, avec des illusions quand tu en as moins, genre elle invente des bons points ou des mauvais points que la plaidoirie n'a pas, ou de vrais critiques mais sur la base de raisons inventées. Si on pouvait faire ça, on pourrait tout aussi bien faire des plaidoiries qui tiennent la route. Tu ne peux jamais rien "vérifier" avec un LLM, quel que soit le prompt. Tu peux générer une analyse plausible, mais il faut toujours repasser derrière pour confirmer, sinon tu ne sais pas quand tu te baseras sur du bullshit.

Et si par IA tu parles d'autre chose que du LLM, le soucis est que c'est une tâche de traitement du langage en premier lieu, là où justement les LLM sont bons. Le truc est qu'il faut combiner ça avec de la logique (juridique, pour le coup) ce qui est hors de leur portée. À voir avec les futures technos en cours de construction (JEPA ?).

Site perso
Recommandations pour débattre sainement

Références récurrentes :
The Cambridge Handbook of Expertise and Expert Performance
L'Art d'avoir toujours raison (ou ce qu'il faut éviter pour pas que je vous saute à la gorge {^_^})

Répondre avec citation 0 0

13/11/2025, 08h05 #31

totozor

Membre éprouvé

ingénieur qualité
Inscrit en: Mars 2015
Messages: 1 754

> Envoyé par **Matthieu Vergne**
>
> *Tu ne peux jamais rien "vérifier" avec un LLM, quel que soit le prompt.*

> *Et si par IA tu parles d'autre chose que du LLM, le soucis est que c'est une tâche de traitement du langage en premier lieu, là où justement les LLM sont bons. Le truc est qu'il faut combiner ça avec de la logique (juridique, pour le coup) ce qui est hors de leur portée. À voir avec les futures technos en cours de construction (JEPA ?).*

je comprends bien qu'on a besoin d'un LLM à la base pour identifier les sources mais ça ne doit pas être la mer à boire. Nous arrivons à développer des IA qui identifient des exigences ou retrouvent des sujets dans nos procédures alors que ce n'est pas notre coeur de métier, en grande partie parce que les documents sont très normalisés et les mots clés sont facile à retrouver

("jurispridence" "article" par exemple pour le juridique).
Ne peut-on pas se contenter ensuite d'un "moteur de recherche automatisé" pour aller chercher les références? L'objectif premier est d'identifier les plaidoiries avec des fausses sources.
On peut ensuite remettre une couche de LLM pour extraire le texte des source identifiée et sortir un facteur de corrélation.

Je vois bien que la première étape est pas si évidente et le risque (qu'on voit chez les élèves) d'uniformisation des plaidoiries.
Mais on se retrouve quand même face à des gens qui protègent leur profession de l'IA pour à la fin se transformer en porte parole de celles ci et qui ne se donnent même pas le mal de les relire et faire leur boulot.
je suis sincèrement pour que les professionnels puissent se protéger des IA mais je pense aussi qu'il faut être sans pitié pour ceux qui se cache derrière ça mais n'assurent pas leur travail à la fin. Et si la vague est si grosse alors il faut combattre le feu par le feu ou embaucher une armée de "légicheckeurs" qui seront les légistes fraudeurs de demain 😃

Répondre avec citation 0 0

13/11/2025, 10h32 #32

AoCannaille

Membre éprouvé

Inscrit en: Juin 2009
Messages: 1 468

Personnellement, ce qui m'étonne c'est que les avocats utilisent des LLM qui génère du bullshit alors que des IA du type systèmes experts existent et sont bien plus fiable (sans être parfaite).
J'imagine qu'il y a la place pour une combinaison des deux : L'avocat entre une série de faits dans le système expert, qui sort ensuite une série de texte de lois applicables, les fourchettes des peines encoures et la jurisprudence sur ces cas là, puis le LLM synthétise ces résultat là, rien d'autre.

Reste que la jurisprudence, c'est pas magique, c'est consigné par une poignée d'éditeurs qui doivent facturer cher l'accès à leur BDD.

Répondre avec citation 0 0

13/11/2025, 11h31 #33

calvaire

Membre éprouvé

STOPP!
GRABSCHEN
VERBOTEN

.
Inscrit en: Octobre 2019
Messages: 2 510

ce n'est pas prêt de s'arreter.

l'avocat peux traiter plus rapidement des affaires donc augmenter son ca.
il peut aussi décider de baisser les couts pour élargir sa clientèle.

A la fin ca fera une justice bien plus engorgé. On pourrais imaginer ici une ia pour traiter les affaires les moins graves et si appel cela passerait par des humains.
Une maison squatter par exemple, une ia pourrait très bien ordonné l'expulsion du squatteur dans la seconde, pas la peine de déranger un juge humain pour ça.

Dans un monde parfait, bien sur la solution serait que l'avocat fasse bien son travail, il faudrait engager plus de juge/magistrat, mais la justice en france c'est un très petit budget qui ne peut être étendue (au détriment d'autre chose sinon) il faut trouver des solutions avec des moyens limité.
et dans ce monde, les petits avocats vont préférer augmenter leurs CA quitte à bâcler le travail que de faire de la qualité. Surtout pour des affaires banals et répétitive (divorce, conflit voisinage, squat...)
Pour les gros cabinet prestigieux, c'est la réputation du cabinet qui est en jeu donc je pense que la qualité primera.
le génie logiciel c'est pareil, on ait des choix pour rester dans le budget, réduction des tests, on bâcle l'optimisation, on supprime certaines fonctionnalités utilisé...etc.

ce n'est qu'une question de temps mais les métiers de comptable, avocat, et même médecin seront tot ou tard plus protégé par les états et ce sera open bar pour les ia. d'ici 10-20ans je pense qu'avoir une ia comptable, une ia avocat et une ia médecin généraliste sera la norme.
Ça répond déjà à un besoin, aux usa celui qui veut pas mettre 500€ dans une consultation médicale ou un avocat utilise déjà chatgpt et se débrouille.
Je connais nombre d'étudiants qui se forme avec chatgpt, le prof ne sert juste qu'a donner des polycopier et surveiller la salle pendant les examens. Beaucoup prefere la qualité d'un cours personnalisé avec chatgpt que un cours magistrale.
Un prof qui parle à 30 élèves dans un collège ou 200dans un fac, ca ne sert à rien.

J'ai même déjà vu des facs engorgé en france, un amphi avec le prof et un autre amphi c'est une grosse télé avec le cours en direct. Des étudiants ont même cassé cette télé pour empêcher la moitié de la promo d’accéder aux cours et d'avoir un avantage au concours, seul ceux qui se levait à 5h du mat et faisait la queue devant l'amphi avait une chance.

l'école de mes gosses et payante mais c'est 15 élèves dans la classe avec 2 profs, la oui y'a une value d'avoir un humain. Mais cela a un prix.
prix que peu peuvent/veulent mettre, déjà que les profs en france se plaignent d’être pas assez bien payé.

Il y'a les dur réalités économique qui forceront ces secteurs encore protégé a s'ouvrir à l'ia.

Répondre avec citation | 0 | 2

14/11/2025, 07h35 #34

totozor

Membre éprouvé

★★★★☆☆☆☆

ingénieur qualité

Inscrit en: Mars 2015

Messages: 1 754

> Envoyé par **calvaire**
>
> *Ça répond déjà à un besoin, aux usa celui qui veut pas mettre 500€ dans une consultation médicale ou un avocat utilise déjà chatgpt et se débrouille.*

Et soigne sa dépression en se pendant.

> *l'école de mes gosses et payante mais c'est 15 élèves dans la classe avec 2 profs, la oui y'a une value d'avoir un humain. Mais cela a un prix.*

Bienvenue dans le capitalisme : tu veux sortir du lot? Payes.

Répondre avec citation | 2 | 0

09/02/2026, 21h26 #35

Annonces

Invité de passage

Inscrit en: Janvier 2003

Messages: 37

Comment l’IA générative peut faire perdre un procès : un avocat soumet des jurisprudences de ChatGPT

Comment l’IA générative peut faire perdre un procès : un avocat condamné après avoir soumis des jurisprudences totalement inventées par ChatGPT

son client en fait les frais

Un avocat américain vient de subir la sanction ultime après avoir multiplié les erreurs générées par l'intelligence artificielle dans ses plaidoiries. Malgré plusieurs avertissements du tribunal et des envolées lyriques citant Ray Bradbury, Steven Feldman n'a pu éviter un jugement par défaut contre son client. Cette affaire illustre les dangers d'une confiance aveugle dans les outils d'IA générative et pose des questions cruciales sur la responsabilité professionnelle à l'ère algorithmique.

L'affaire Steven Feldman devant la cour fédérale de New York restera dans les annales comme un cas d'école des dérives de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la profession juridique. Ce qui aurait pu n'être qu'une simple erreur s'est transformé en catastrophe professionnelle après que l'avocat ait persisté dans ses manquements malgré les multiples avertissements de la juge Katherine Polk Failla.

Une cascade d'erreurs générées par l'IA

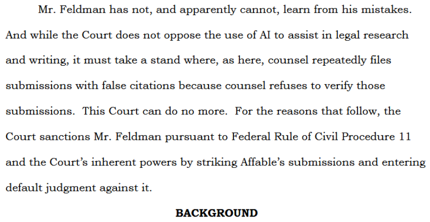
Tout commence par un mémoire truffé de références juridiques inexistantes. Dans le cadre d'une affaire de contrefaçon de marque opposant Flycatcher Corp. à Affable Avenue LLC, Steven Feldman soumet des documents contenant des citations de jurisprudence inventées de toutes pièces par un système d'IA. Ces « hallucinations algorithmiques » (terme désignant la production par l'IA de contenus factuellement faux mais présentés avec assurance) incluaient des références à des décisions judiciaires totalement fictives, avec numéros de dossier et citations crédibles.

Lorsque la cour lui ordonne de justifier ces erreurs, l'avocat récidive de manière spectaculaire. Sa réponse à l'injonction du tribunal contient elle-même de nouvelles erreurs, notamment une citation erronée attribuée à une décision judiciaire alors qu'elle provient en réalité d'un article de blog juridique. Plus étonnant encore, le document regorge de références littéraires pompeuses et d'envolées lyriques sur « les bibliothèques antiques d'Ashurbanipal » et les « scribes portant leur stylet comme un serment sacré », ainsi qu'une citation du roman *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury.

Un changement de ton suspect

La juge Failla ne s'y trompe pas. Le contraste stylistique entre ce mémoire fleuri et une simple lettre envoyée trois jours plus tard, truffée de fautes de frappe, suggère fortement que la réponse elle-même a été générée par l'IA. « La Cour peut pardonner le changement de ton abrupt et les références historiques non pertinentes ; ce qu'elle ne peut pardonner, c'est l'inclusion par M. Feldman d'une autre citation erronée et son échec persistant à vérifier ses références », écrit la magistrate dans sa décision.

Mais l'escalade ne s'arrête pas là. Alors qu'il attend une audience sur les sanctions potentielles, Feldman soumet spontanément un projet de mémoire en réplique contenant encore une affaire inexistante. Cette récidive chronique conduit la juge à une conclusion sans appel : l'avocat « n'a pas appris et apparemment ne peut pas apprendre de ses erreurs ».



Mr. Feldman has not, and apparently cannot, learn from his mistakes. And while the Court does not oppose the use of AI to assist in legal research and writing, it must take a stand where, as here, counsel repeatedly files submissions with false citations because counsel refuses to verify those submissions. This Court can do no more. For the reasons that follow, the Court sanctions Mr. Feldman pursuant to Federal Rule of Civil Procedure 11 and the Court's inherent powers by striking Affable's submissions and entering default judgment against it.

BACKGROUND

La sanction maximale : un jugement par défaut

Le 5 février 2026, la juge Failla prononce une sanction rarissime dans ce type de procédure : un jugement par défaut contre le client de Feldman, Affable Avenue LLC. Cette sanction « terminale » signifie que le client perd automatiquement l'affaire, non pas sur le fond du litige, mais en raison de l'inconduite procédurale de son avocat.

La magistrate justifie cette sévérité par trois éléments aggravants. Premièrement, Feldman a délibérément choisi d'utiliser des méthodes de recherche juridique défaillantes. Deuxièmement, il a refusé de manière inexplicable de vérifier ses soumissions avant de les déposer auprès du tribunal. Troisièmement, il n'a pas voulu admettre franchement ses erreurs une fois celles-ci révélées au grand jour.

« La Cour tient à préciser que son problème n'est pas l'utilisation de l'IA en soi, mais plutôt la décision consciente de M. Feldman d'utiliser des méthodes défaillantes de recherche juridique et de vérification des citations, son refus inexplicable de vérifier ses soumissions avant de les déposer, et sa réticence à assumer ses responsabilités une fois ces problèmes révélés », écrit la juge dans sa décision finale.

Un phénomène mondial en expansion

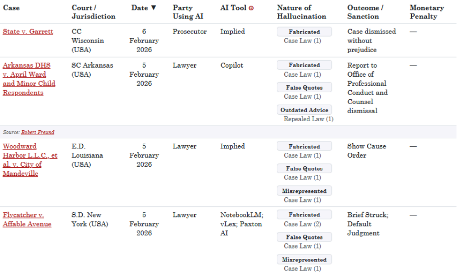
Le phénomène des hallucinations d'IA dans les tribunaux prend une ampleur telle qu'un chercheur français a créé une base de données exhaustive pour en suivre l'évolution. Damien Charlotin, praticien indépendant chez Pelekan Data Consulting à Paris et chercheur associé au Smart Law Hub de HEC, maintient depuis avril 2025 un recensement méticuleux de tous les cas judiciaires où des contenus hallucinés par l'IA ont été soumis aux tribunaux.

Au moment de la rédaction de cet article, sa base de données comptabilise 905 décisions judiciaires documentées provenant de 32 pays différents. Les États-Unis dominent largement avec 628 cas, suivis par le Canada (59), l'Australie (55), le Royaume-Uni (35) et Israël (40). La France compte pour l'instant six cas recensés, mais Charlotin précise que son inventaire est un travail en cours qui continue de s'enrichir quotidiennement.

Fort de cette base de données, Charlotin a développé PelAIkan, un vérificateur automatique de références capable de détecter les hallucinations juridiques. L'outil analyse les citations contenues dans les documents juridiques et les compare aux bases de données officielles pour identifier les références inexistantes ou erronées. Cette initiative rejoint les efforts de plusieurs barreaux et juridictions qui commencent à imposer l'utilisation de logiciels de vérification pour tous les documents contenant des recherches assistées par IA.

La base de données de Charlotin a été citée dans plusieurs décisions judiciaires traitant d'hallucinations, et fait désormais référence dans les médias juridiques internationaux. Le Los Angeles Times, le blog Volokh Conspiracy, et de nombreuses publications spécialisées s'y réfèrent régulièrement pour illustrer l'ampleur du phénomène.

Le chercheur reste néanmoins mesuré dans son interprétation. « Je ne suis pas sûr que ce soit si significatif, étant donné le nombre de cas dans le monde qui utilisent l'IA. Ces erreurs sont-elles vraiment si courantes ? Je n'en suis pas certain », confie-t-il. Il précise que son recensement comporte nécessairement un biais : il ne répertorie que les décisions judiciaires qu'il a pu identifier, sachant que de nombreuses hallucinations passent probablement inaperçues ou ne font pas l'objet de mentions publiques.



Case	Court / Jurisdiction	Date ▼	Party Using AI	AI Tool	Nature of Hallucination	Outcome / Sanction	Monetary Penalty
State v. Garrett	CC Wisconsin (USA)	6 February 2026	Prosecutor	Implied	**Fabricated** Case Law (1)	Case dismissed without prejudice	—
Arkansas DHS v. April Ward and Minor Child Respondents	SC Arkansas (USA)	5 February 2026	Lawyer	Copilot	**Fabricated** Case Law (1) **False Quotes** Case Law (1) **Outdated Advice** Repealed Law (1)	Report to Office of Professional Conduct and Counsel dismissal	—
Source: Robert Freund							
Woodward Harbor L.L.C., et al. v. City of Mandeville	E.D. Louisiana (USA)	5 February 2026	Lawyer	Implied	**Fabricated** Case Law (1) **False Quotes** Case Law (1) **Misrepresented** Case Law (1)	Show Cause Order	—
Flycatcher v. Affable Avenue	S.D. New York (USA)	5 February 2026	Lawyer	NotebookLM; vLex; Paxton AI	**Fabricated** Case Law (2) **False Quotes** Case Law (1) **Misrepresented** Case Law (1)	Brief Struck; Default Judgment	—

Des petits cabinets principalement touchés

Une étude réalisée par des chercheurs de Stanford à partir des données de Charlotin révèle un profil type des victimes d'hallucinations. Sur 114 cas américains analysés où un avocat (et non un justiciable) était impliqué, 90% concernaient des praticiens exerçant en solo ou dans de petits cabinets. Cette surreprésentation s'explique probablement par des contraintes budgétaires limitant l'accès aux outils d'IA juridique professionnels payants, plus fiables que les solutions gratuites comme ChatGPT.

L'analyse révèle également une asymétrie entre demandeurs et défendeurs : dans 56% des cas, les hallucinations provenaient du conseil du demandeur, contre seulement 31% du côté de la défense. Quant aux outils impliqués, lorsque le système d'IA était identifié, ChatGPT représentait la moitié des cas documentés.

L'affaire Feldman s'inscrit donc dans une série croissante de cas similaires à travers le monde. En janvier 2026, un avocat australien a présenté ses excuses à un tribunal pour avoir soumis des documents contenant de fausses citations et des jugements inexistants dans une affaire de meurtre. Au Canada, des praticiens du droit constatent une multiplication des documents générés par l'IA soumis aux tribunaux, avec leur lot d'hallucinations juridiques.

Le cas fondateur reste l'affaire Mata v. Avianca de 2023, où des avocats new-yorkais avaient soumis des citations complètement fabriquées par ChatGPT. Le juge Kevin Castel avait alors sanctionné les avocats, tout en reconnaissant leurs excuses et les mesures correctives prises. Depuis, les tribunaux se montrent de plus en plus vigilants, imposant des exigences strictes de divulgation et des sanctions sévères en cas de violations.

Un double standard judiciaire ?

L'affaire Feldman soulève également une question gênante : celle du double standard entre avocats et magistrats. En juillet 2025, quelques jours seulement après la première sanction de Feldman, le juge fédéral Julien Xavier Neals du New Jersey a discrètement retiré une décision judiciaire après que la défense ait signalé qu'elle contenait de multiples erreurs similaires à celles reprochées aux avocats utilisant l'IA.

Le contraste est saisissant. Alors que Feldman fait face à des sanctions publiques et à une audience spéciale, le juge Neals se contente d'un retrait discret avec un bref ordre indiquant que l'opinion avait été « rendue par erreur ». Pas d'injonction, pas de conférence, pas d'explication aux parties sur la manière dont une décision judiciaire entière a pu contenir des citations fabriquées et des interprétations erronées du droit.

Cette asymétrie de traitement soulève des questions sur la responsabilité institutionnelle dans l'ère de l'IA. Si les outils algorithmiques peuvent induire en erreur même des juges expérimentés, ne devrait-on pas repenser les mécanismes de contrôle qualité dans l'ensemble du système judiciaire?

Pour donner du contexte, le 30 juin 2025, le juge Neals avait rejeté une requête en irrecevabilité de la société pharmaceutique CorMedix dans une action collective intentée par des actionnaires. Moins d'un mois plus tard, Andrew Lichtman, associé chez Willkie Farr & Gallagher et avocat de CorMedix, adressait au juge une lettre diplomatique l'invitant à « considérer si un amendement ou toute autre action devrait être entreprise » concernant les erreurs qu'il avait relevées dans la décision.

La liste des erreurs était accablante. L'opinion citait une affaire captionnée *Stichting Pensioenfonds Metaal en Techniek v. Verizon Commc'ns Inc.* devant le tribunal du District Sud de New York, alors qu'aucune telle affaire n'existait dans cette juridiction. Elle attribuait au tribunal dans l'affaire *Dang v. Amarin Corp.* une citation qualifiant la conduite des défendeurs de « preuve classique d'intention frauduleuse », alors que cette expression n'apparaissait nulle part dans cette décision. Elle citait une affaire impliquant la société Intelligroup en affirmant que le tribunal y avait déclaré que les certifications des dirigeants constituaient « de fausses déclarations en elles-mêmes » — une citation inexistante.

Plus grave encore, l'opinion déformait les résultats de trois affaires citées pour justifier le rejet de la requête en irrecevabilité, alors que dans chacun de ces cas, les motions en irrecevabilité avaient en réalité été accordées et non rejetées. Enfin, elle attribuait des citations à CorMedix que la société n'était même pas accusée d'avoir prononcées.

L'IA comme outil, pas comme substitut

Le message de cette affaire est clair : l'intelligence artificielle peut être un outil puissant pour les professionnels du droit, mais uniquement si elle est utilisée avec discernement et accompagnée d'une vérification humaine rigoureuse. Les cabinets d'avocats qui intègrent l'IA de manière responsable peuvent bénéficier d'une productivité accrue — une analyse de contrat pouvant être réduite de deux heures à quinze minutes selon certaines études.

Mais cette efficacité a un prix : une vigilance constante. Les avocats doivent désormais développer une compréhension technique minimale des systèmes d'IA, une connaissance précise des risques déontologiques, et une maîtrise des procédures de conformité incluant la protection des données personnelles et la gouvernance algorithmique.

Comme le souligne Naines Kotak, avocat canadien spécialisé en préjudice corporel : « Les cabinets d'avocats devront utiliser une forme ou une autre d'IA pour rester compétitifs. L'essentiel est que les avocats examinent et corrigent les résultats produits par l'IA, et qu'ils veillent au respect des règles de confidentialité et de sécurité des données ainsi que des règlements professionnels. »

Les taux d'hallucination alarmants

Les études scientifiques confirment l'ampleur du problème. Une recherche de l'Université Stanford révèle que les taux d'hallucinations des modèles d'IA généralistes atteignent entre 69% et 88% selon les systèmes testés. Même les IA juridiques spécialisées, entraînées spécifiquement sur des corpus de droit, présentent des taux d'erreur significatifs.

Les systèmes RAG (Retrieval-Augmented Generation), qui combinent recherche documentaire et génération de texte, réduisent certes les hallucinations mais ne les éliminent pas complètement. Cette réalité technique souligne l'absolue nécessité d'une vérification humaine systématique de tout contenu produit par l'IA.

Les recommandations déontologiques

Face à ces risques, les instances professionnelles multiplient les garde-fous. Le Conseil National des Barreaux français a publié en janvier 2023 une recommandation sans équivoque : « L'avocat demeure seul maître de son raisonnement juridique et ne saurait déléguer son obligation d'analyse critique à un outil technologique. » Cette obligation découle directement du devoir de compétence inscrit dans les codes de déontologie.

En Europe, l'AI Act qui entre progressivement en vigueur en 2026 crée un cadre réglementaire contraignant pour certains usages de l'IA dans le secteur juridique. Les avocats doivent désormais articuler trois corpus de règles : la déontologie professionnelle, le RGPD, et la régulation spécifique de l'intelligence artificielle.
L'American Bar Association a également publié l'Opinion formelle 512, établissant des lignes directrices éthiques pour les avocats utilisant l'IA générative. Le texte insiste sur l'importance du respect des règles traditionnelles en matière de compétence, de confidentialité, de communication avec les clients et d'honoraires raisonnables.

Sources : base de données sur les hallucinations IA classées par pays, décision de justice, plainte, Boston Globe (Révélations sur l'utilisation de l'IA par les juges Neals et Wingate), lettres officielles du sénateur Chuck Grassley et réponses des juges

Et vous ?

➡ Le client d'Affable Avenue LLC perd son procès non pas sur le fond, mais à cause des erreurs de son avocat. Cette sanction « terminale » est-elle proportionnée, sachant que le client n'est pas directement responsable de l'incompétence de son conseil?

➡ Si des juges font les mêmes erreurs que les avocats (citations inexistantes, références erronées) mais s'en tirent avec de simples retraits discrets, le système ne crée-t-il pas une justice à deux vitesses qui mine la confiance dans l'institution?

➡ Les outils payants comme GenIA-L, Lexis+ AI ou Ordalie prétendent être plus sûrs que ChatGPT, mais disposons-nous de données indépendantes prouvant qu'ils ne produisent pas d'hallucinations critiques ?

Images attachées
plainte.pdf (830,0 Ko, 125 affichages)
decision de justice.pdf (741,8 Ko, 139 affichages)

Répondre avec citation | 7 | 0

10/02/2026, 11h10 #36

Anselme45

Membre extrêmement actif

Développeur informatique
Inscrit en: Octobre 2017
Messages: 3 103

Rien n'est perdu... Aux USA, le client pourra traîner en justice son avocat, exiger et obtenir plusieurs dizaines de millions de dommages et intérêts de sa part...

Et vous savez la meilleure? Il va recevoir les offres spontanées de centaines d'avocats prêts à faire rendre gorge à leur confrère amoureux transit de l'IA plutôt que d'être sérieux dans son travail

Répondre avec citation | 3 | 0

25/03/2026, 09h40 #37

Annonces

Invité de passage

Inscrit en: Janvier 2003
Messages: 37

L'IA générative devait libérer les avocats, mais les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence

L'IA générative censée libérer les avocats des tâches répétitives les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence qu'ils auraient autrefois cherchée eux-mêmes,

tandis que les tribunaux américains sanctionnent, la France observe

Les modèles de langage ont mis moins de trois ans pour s'imposer dans les cabinets d'avocats du monde entier. Revue de recherche de jurisprudence automatisée, rédaction de contrats, analyse de due diligence : l'intelligence artificielle est désormais intégrée à plus de 90 % des pratiques juridiques professionnelles selon une étude récente de Wolters Kluwer portant sur onze pays. Mais cette adoption express charrie avec elle une série de scandales retentissants (citations inventées, jurisprudences fantômes soumises aux tribunaux, sanctions disciplinaires) qui révèlent les failles d'une profession en pleine mutation, contrainte d'apprendre à gouverner des outils qu'elle ne maîtrise pas encore totalement.

Pendant des décennies, le cabinet d'avocats reposait sur une architecture immuable : une large base de jeunes collaborateurs effectuant les tâches répétitives (recherche documentaire, revue de contrats, due diligence) facturées à l'heure à des clients captifs. Ce modèle pyramidal, où les associés supervisent des équipes de juniors, est aujourd'hui soumis à une pression structurelle inédite. L'intelligence artificielle est en train de bouleverser ce modèle d'affaires construit sur l'effet de levier des collaborateurs, et ce n'est pas une tendance lointaine qui se joue dans les salles de réunion de BigLaw à New York ou Chicago : c'est en train de se produire maintenant.

Des outils comme Spellbook, qui s'intègre à Microsoft Word, et Kira Systems, spécialisé dans l'analyse contractuelle, permettent déjà aux avocats d'automatiser des tâches fastidieuses tout en maintenant le contrôle sur le fond juridique. Plus symptomatique encore : une étude de cas récente révèle qu'un cabinet de taille moyenne a réduit ses délais de revue de contrats de 60 %, non pas grâce à une technologie futuriste, mais en déployant des outils d'IA qui s'intègrent naturellement dans ses flux de travail quotidiens.

La conséquence pour les avocats seniors et associés est directe. Les clients internes n'auront que très peu de patience pour payer des cabinets à l'heure pour tout travail pouvant être accompli par l'IA. Cette pression tarifaire venue des directions juridiques d'entreprise est en train de redéfinir les règles du jeu : ce n'est plus la quantité d'heures qui prime, mais la densité de valeur ajoutée.

Navigation

Inscrivez-vous gratuitement
pour pouvoir participer, suivre les réponses en temps réel, voter pour les messages, poser vos propres questions et recevoir la newsletter

JE M'INSCRIS

De la pyramide à l'obélisque : une nouvelle architecture professionnelle

Y Combinator, dans son appel à projets 2025, a lancé un défi aux fondateurs : « Créez votre propre cabinet d'avocats, dotez-le d'agents IA, et concurrencez les cabinets existants », plutôt que de simplement vendre des logiciels aux structures traditionnelles. C'est dans ce contexte que fleurissent des structures entièrement nouvelles, pensées autour de l'IA dès leur conception. Parmi elles, Garfield AI a fait la une en devenant le premier cabinet entièrement propulsé à l'IA autorisé par l'autorité de régulation des avocats britannique (SRA). Il se spécialise dans le recouvrement de créances pour petites entreprises et les petits litiges, en proposant des services juridiques en ligne à coût réduit.

Ces acteurs cherchent à remplacer la pyramide traditionnelle par ce que certains analystes appellent un modèle en « obélisque » : moins de collaborateurs juniors, de nouveaux modèles de tarification qui s'éloignent de la facturation horaire, et un état d'esprit résolument axé sur l'IA-first.

À l'intérieur des grands cabinets, la réponse à cette disruption passe par la création de postes inédits. Ilona Logvinova a été nommée directrice mondiale de l'IA chez Herbert Smith Freehills Kramer, avec la responsabilité de la stratégie, de la gouvernance et des solutions clients fondées sur l'IA. La création de ce rôle au niveau du conseil d'administration signale que l'IA est désormais une discipline managériale centrale, et non plus un projet annexe.

La fragmentation des outils : vers une spécialisation par domaine

En 2026, le marché juridique s'éloigne de l'IA généraliste pour se tourner vers des outils spécialisés construits pour des sous-domaines juridiques précis. Les cabinets et directions juridiques qui adoptent des outils adaptés à leurs domaines de pratique surpasseront ceux qui tentent d'adapter des plateformes généralistes.

Ce mouvement vers la spécialisation reflète une maturité croissante du secteur. Les équipes juridiques internes se concentrent particulièrement sur des outils adaptés aux flux de travail des entreprises, notamment la gestion automatisée du cycle de vie des contrats, la surveillance de la conformité et les outils en libre-service pour les entités opérationnelles. Turley Law PLLC Corollaire de cette sophistication : l'ingénierie des requêtes et les compétences de configuration deviennent essentielles pour les avocats d'entreprise, afin de personnaliser ces outils selon les politiques et seuils de risque propres à chaque société.

Mais l'abondance d'outils génère aussi ses propres dysfonctionnements. Les organisations juridiques continueront à faire face à une saturation d'outils, avec une multitude de produits prétendant résoudre chaque problème, mais sans supervision humaine, peu d'entre eux sont réellement alignés sur les flux de travail juridiques spécifiques. L'avantage concurrentiel ne viendra plus de l'accumulation de technologies, mais de la capacité à évaluer quels outils répondent réellement aux besoins identifiés.

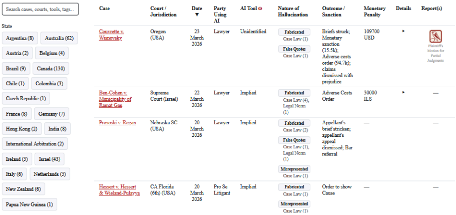
Le fléau des hallucinations : quand l'IA invente la jurisprudence

C'est la face sombre de la révolution juridico-numérique. Les cas publiquement répertoriés impliquant des hallucinations d'IA dans des documents soumis à des tribunaux américains dépassent désormais 550, selon un suivi informel, le nombre réel étant probablement bien supérieur. Ces incidents touchent aussi bien les cours de district que les cours d'appel, dans un nombre croissant de domaines de pratique.

Le chercheur Damien Charlotin, qui gère une base de données internationale sur ce phénomène, recense à ce jour 1 174 décisions de justice dans lesquelles des parties ont produit des contenus générés par IA contenant des informations hallucinées, essentiellement de fausses citations, mais aussi d'autres types d'arguments fabriqués. Ce travail a été cité par de nombreux médias et même dans plusieurs décisions judiciaires traitant elles-mêmes de contenus hallucinés.

Les cas exemplaires ne manquent pas. Dans l'affaire *Lifetime Well LLC v. IBSPOT.Com, Inc. (E.D. Pa., janvier 2026)*, le tribunal a infligé des sanctions à deux avocats pour avoir utilisé de fausses citations dans un mémoire juridique. L'avocat local avouait ne pas avoir lu ni étudié la jurisprudence, s'étant simplement contenté d'apposer sa signature sur un document contenant au moins huit hallucinations de citations générées par une IA. Dans une autre affaire devant le Civilian Board of Contract Appeals, une partie a été sanctionnée pour avoir cité des autorités inexistantes et avoir reproduit des dépositions entièrement fabriquées.

Le phénomène a également une dimension structurelle révélatrice. La grande avocate new-yorkaise, confrontée aux sanctions, a réagi en licenciant un collaborateur subalterne qui avait utilisé l'IA dans ce dossier et au moins deux autres, sans expliquer pour autant pourquoi elle n'avait pas elle-même vérifié les sources d'un mémoire préparé sous sa supervision.



Case	Court / Jurisdiction	Date ▼	Party Using AI	AI Tool	Nature of Hallucination	Outcome / Sanction	Monetary Penalty	Details	Report(s)
Couvrette v. Wisnovsky	Oregon (USA)	23 March 2026	Lawyer	Unidentified	**Fabricated** Case Law (1) **False Quotes** Case Law (1)	Briefs struck; Monetary sanction (15.5k); Adverse costs order (94.7k); claims dismissed with prejudice	109700 USD	▸	Plaintiff's Motion for Partial Judgments
Ben-Cohen v. Municipality of Ramat Gan	Supreme Court (Israel)	22 March 2026	Lawyer	Implied	**Fabricated** Case Law (4), Legal Norm (1)	Adverse Costs Order	30000 ILS	▸	—
Prososki v. Regan	Nebraska SC (USA)	20 March 2026	Lawyer	Implied	**Fabricated** Case Law (2) **False Quotes** Case Law (1), Legal Norm (1) **Misrepresented** Case Law (1)	Appellant's brief stricken; appellant's appeal dismissed; Bar referral	—		—
Hessert v. Hessert & Wieland-Pulayya	CA Florida (6th) (USA)	20 March 2026	Pro Se Litigant	Implied	**Fabricated** Case Law (1) **Misrepresented** Case Law (1)	Order to show Cause	—		—

La France en retrait, mais rattrapée par le droit

En France, aucune sanction n'a encore été prononcée à ce jour contre des avocats ayant invoqué des hallucinations d'IA dans leurs conclusions, les tribunaux se contentent pour l'instant de demander aux praticiens de vérifier les références citées dans leurs actes. Un équilibre précaire, qui devrait évoluer.

Le Conseil national des barreaux a adopté le 13 mars 2026 un guide sur l'Éthique et l'Intelligence artificielle qui confirme explicitement qu'un avocat « utilisant du contenu généré par intelligence artificielle sans vérification adéquate[...] est susceptible de faire l'objet de poursuites disciplinaires ». Le Barreau de Paris, dans son Livre blanc sur l'IA publié en octobre 2025, rappelle que « la responsabilité civile professionnelle de l'avocat peut être engagée du fait d'informations erronées provenant de systèmes d'intelligence artificielle » et maintient un scepticisme sur la validité des clauses limitatives de responsabilité liées aux erreurs de l'IA qui pourraient être insérées dans les conventions d'honoraires.

Par ailleurs, la dimension pénale est déjà dans le viseur des juristes français. Lorsque ce n'est pas la jurisprudence ou les conclusions qui sont générées par IA, mais les preuves elles-mêmes, les conséquences deviennent beaucoup plus graves, la sanction encourue étant une condamnation pénale pour faux et tentative de fraude sur le tribunal.

Gouvernance et formation : les conditions sine qua non

Face à ces risques, selon le rapport Clio Legal Trends, 79 % des professionnels du droit utilisent des outils d'IA, mais 44 % des cabinets n'ont pas encore mis en place de politiques formelles de gouvernance. Une asymétrie inquiétante entre adoption et encadrement. Plus de 35 associations de barreaux américains ont émis des recommandations sur l'utilisation de l'IA, toutes convergeant sur un point central : aucune juridiction n'autorise la confiance aveugle dans les productions de l'IA, une vérification indépendante de chaque résultat reste obligatoire.

Le rapport annuel « *Future Ready Lawyer 2026* » de Wolters Kluwer, conduit auprès de 810 avocats dans des cabinets et directions juridiques aux États-Unis, en Chine et dans huit pays européens, dont la France, révèle que les organisations véritablement prêtes pour l'avenir combinent investissements dans l'IA avec éthique, cybersécurité, développement des talents et culture de l'apprentissage continu.

La formation devient un enjeu stratégique majeur : les avocats des cabinets qui adoptent efficacement l'IA et les technologies associées sont mieux positionnés pour concurrencer dans le marché juridique, attirer des clients versés dans la technologie et proposer des modalités de facturation innovantes. Dans ce contexte, un avocat qui ignorerait délibérément l'IA pourrait même devenir suspect aux yeux de ses clients : certains praticiens estiment qu'on arrivera à un point où si un cabinet ou un avocat n'utilise pas l'IA d'une façon ou d'une autre, ce sera un signal d'alarme plus que l'inverse.

Entre promesse et précipice

La transformation de la profession juridique par l'IA ne suit pas une trajectoire linéaire. Elle avance par à-coups, entre adoption enthousiaste de nouveaux entrants qui construisent des cabinets entièrement automatisés, et rappels sévères à l'ordre de tribunaux qui ont dû consacrer des heures à identifier des citations inexistantes dans des mémoires signés par des avocats insouciants.

Ce qui est certain, c'est que le droit ne peut pas rester imperméable à une technologie qui remodèle déjà tous les secteurs fondés sur le traitement de grandes masses de textes. La question n'est plus de savoir si l'IA aura sa place au prétoire, elle y est déjà. Reste à déterminer qui, de la profession, des barreaux ou des législateurs, imposera les règles du jeu avant que le prochain scandale d'hallucination ne fasse la une.

Sources : Turley Law PLLC, Damien Charlotin, Iupl, Fed Civil Procedure, Smith Anderson, Morgan Lewis (les risques d'hallucinations et de mésusage de l'intelligence artificielle générative devant les tribunaux français)

Et vous ?

➔ La facturation à l'heure est-elle condamnée à disparaître dans un monde où l'IA accomplit en minutes ce qui prenait des jours à un collaborateur junior ? Les cabinets qui maintiennent ce modèle trahissent-ils leurs clients ?

➔ Les sanctions actuelles (amendes, réprimandes, suspension) sont-elles suffisamment dissuasives, ou faut-il envisager une responsabilité pénale pour les avocats qui soumettent des citations fabriquées par IA sans vérification ?

➔ Un cabinet entièrement piloté par des agents IA peut-il, selon vous, offrir des garanties éthiques et déontologiques comparables à un cabinet humain ? Où se situe la limite de la délégation au logiciel ?

➔ La France, qui n'a encore prononcé aucune sanction liée aux hallucinations d'IA, prend-elle un risque en attendant que le droit positif américain devienne une référence de facto pour les barreaux européens ?

Voir aussi :

➔ Les avocats utilisent l'IA pour bâcler leurs plaidoiries et la situation s'aggrave, un mouvement se développe au sein de la profession pour recenser les affaires inventées par l'IA utilisées par leurs confrères

➔ Comment l'IA générative peut faire perdre un procès : un avocat condamné après avoir soumis des jurisprudences totalement inventées par ChatGPT, son client en fait les frais

Répondre avec citation 9 0

25/03/2026, 21h14 #38

maltyxx

Invité de passage

Responsable de service informatique
Inscrit en: Avril 2022
Messages: 9

La vérification humaine : un coût caché qui efface le gain promis

L'article met le doigt sur quelque chose de fondamental que beaucoup d'équipes IA découvrent trop tard : la productivité promise par l'IA générative s'évapore souvent dans le coût de vérification.

Ce paradoxe n'est pas propre au droit. On l'observe dans tous les secteurs où la précision est critique. Un LLM qui produit du contenu plausible mais faux à 5% du temps devient un fardeau si le domaine est à enjeux élevés : l'expert doit tout relire, et il le fait désormais avec moins de concentration car il pense "l'IA a déjà vérifié".

Ce qu'on a appris dans nos déploiements d'IA locale sur des données métier sensibles :
- L'IA est rentable uniquement sur les tâches à faible coût d'erreur ou à haute fréquence avec vérification par échantillonnage
- Dès que la vérification doit être exhaustive, le ROI s'effondre sauf si l'IA réduit le temps de lecture de façon significative (structuration, tri, résumé)
- La RAG (Retrieval-Augmented Generation) sur une base documentaire maîtrisée réduit drastiquement les hallucinations vs. un modèle "en plein air"

En droit, la vraie valeur serait peut-être moins dans la génération que dans la recherche et la structuration de l'information — des tâches où les risques d'hallucination sont plus maîtrisables.

Répondre avec citation | 4 | 0

Aujourd'hui, 11h31 #39

Anthony

Chroniqueur Actualités

Rédacteur technique
Inscrit en: Novembre 2022
Messages: 2 360

Un avocat sanctionné pour avoir présenté un faux témoignage généré par ChatGPT dans une affaire de meurtre

Un avocat a été sanctionné pour avoir présenté un faux témoignage généré par ChatGPT dans une affaire de meurtre : « Je ne savais pas que l'IA pouvait halluciner des faits », déclare l'avocat de la défense

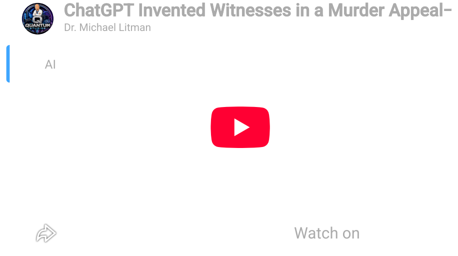
La Cour suprême du Nouveau-Mexique a condamné l'avocat Stephen Aarons à une amende de 5 000 dollars et l'a déclaré coupable d'outrage au tribunal pour avoir déposé un mémoire d'appel dans une affaire de meurtre fondé sur des témoignages inventés par ChatGPT, l'outil d'intelligence artificielle (IA) d'OpenAI. Aarons explique avoir fourni à l'IA une transcription d'un procès-verbal ainsi que d'autres documents relatifs à l'affaire, dans l'espoir d'obtenir « un résumé irréfutable », et affirme n'avoir jamais imaginé que l'IA pouvait « halluciner » des faits. Les juges n'ont pas été convaincus : ils l'ont reconnu coupable d'outrage au tribunal en raison de son absence de remords et l'ont renvoyé devant une commission disciplinaire. Alors que des dizaines d'avocats ont déjà été sanctionnés pour avoir déposé des mémoires dans lesquels l'IA avait inventé des références jurisprudentielles, le cas de Stephen Aarons marque une escalade en passant de citations erronées à des témoignages inventés de toutes pièces dans le cadre d'une affaire pénale en cours.

Cette affaire rappelle un précédent tout aussi retentissant survenu en 2023, dans lequel l'avocat Steven A. Schwartz avait provoqué la colère d'un juge en citant des jurisprudences totalement inventées par ChatGPT dans le cadre d'un dossier opposant son client à la compagnie aérienne Avianca. Interrogé par le juge sur l'authenticité de ces références, Schwartz a déclaré qu'il n'avait jamais utilisé ChatGPT auparavant et qu'il ignorait que l'outil pouvait inventer des affaires. Il avait expliqué avoir lui-même demandé confirmation à l'IA, qui avait alors persisté à affirmer que ces affaires étaient bien réelles.

Plus récemment, un avocat de la défense, qui faisait appel de la condamnation pour meurtre de son client, a déposé un mémoire contenant des témoignages de policiers et de témoins inventés de toutes pièces par ChatGPT d'OpenAI, a indiqué la plus haute juridiction du Nouveau-Mexique.

Le 9 septembre 2026, la Cour suprême du Nouveau-Mexique a condamné l'avocat Stephen Aarons à une amende et l'a reconnu coupable d'outrage au tribunal pour ne pas avoir vérifié l'exactitude du mémoire qu'il avait, selon ses dires, rédigé à l'aide d'un programme d'IA.

Ce mémoire « contenait de faux témoignages provenant de témoins entièrement inventés », a déclaré la Cour. La formation de juges a également estimé que Stephen Aarons avait « fait preuve d'un manque de remords et d'indifférence envers son client ».



ChatGPT Invented Witnesses in a Murder Appeal–

Dr. Michael Litman

AI

Les juges ont condamné Stephen Aarons à une amende de 5 000 dollars et ont annoncé qu'ils le renverraient devant un conseil de discipline des avocats pour qu'une enquête soit menée à son encontre.

Dans une déclaration, Stephen Aarons a indiqué avoir utilisé ChatGPT pour résumer le déroulement du procès lorsqu'il a accepté de se charger de l'appel de l'accusé en 2025, et qu'il n'avait pas compris à quel point l'IA pouvait « halluciner » des faits.

« Je suis plein de remords, mais j'espère que la commission disciplinaire tiendra compte du fait qu'il s'agissait d'une erreur de bonne foi », a-t-il déclaré. « C'est une leçon à retenir pour tous les professionnels qui s'appuient sur cette technologie puissante mais parfois instable. »

La sanction prononcée par le tribunal s'inscrit dans une série croissante d'affaires dans lesquelles des juges d'État et fédéraux ont sanctionné des avocats pour avoir déposé des documents judiciaires générés par des outils d'IA sans les avoir suffisamment vérifiés.

Des dizaines d'avocats ont été sanctionnés pour avoir déposé des mémoires dans lesquels l'IA avait inventé des références jurisprudentielles ou cité la loi de manière erronée. Le mémoire déposé par Stephen Aarons semble être allé plus loin, puisqu'il contenait un témoignage inventé de toutes pièces dans le cadre d'un pourvoi en appel pénal.

Stephen Aarons, un avocat privé basé à Santa Fe, s'occupait du pourvoi en appel d'Oscar Renee Sandoval, qui avait plaidé non coupable du meurtre de la mère de ses enfants avant d'être reconnu coupable et condamné en 2025 à la prison à perpétuité. Le pourvoi est toujours en instance et a été confié le 2 septembre à Kim Chavez Cook, une avocate commise d'office du Nouveau-Mexique.

En août 2026, la Cour suprême de l'État a ordonné à Stephen Aarons d'expliquer comment ces éléments inventés de toutes pièces – qui, selon la Cour, semblaient inclure « des affirmations fictives selon lesquelles le tireur portait un pantalon foncé et une chemise blanche » – avaient pu figurer dans son mémoire principal dans le cadre de l'appel.

Lors d'une audience tenue le 21 août, Stephen Aarons a déclaré au tribunal qu'il avait saisi dans ChatGPT une transcription générée par ordinateur ainsi que d'autres documents relatifs à l'affaire, en partant du principe que l'outil produirait « un résumé irréfutable ».

Les juges se sont montrés incrédules face au fait que Stephen Aarons n'ait pas pleinement conscience que l'IA puisse commettre des erreurs.

« Maître, regardez-vous les informations ? Écoutez-vous la radio ? Lisez-vous quoi que ce soit sur ce qui se passe dans le monde ? », a déclaré le juge C. Shannon Bacon lors de l'audience. « Car le problème des avocats qui se fient aux hallucinations de l'IA fait la une des journaux tous les jours. »

Si l'affaire Aarons illustre comment un manque de rigueur peut entacher la réputation d'un avocat, d'autres dossiers ont depuis montré que les conséquences pouvaient être bien plus lourdes pour les clients eux-mêmes. En février 2026, l'avocat américain Steven Feldman a ainsi vu son client être condamné par défaut devant la cour fédérale de New York, après avoir soumis des jurisprudences totalement inventées par ChatGPT, malgré plusieurs mises en garde de la juge Katherine Polk Failla. Cette affaire, devenue un cas d'école, illustre les risques d'une confiance aveugle dans les outils d'IA générative et relance le débat sur la responsabilité professionnelle des avocats à l'ère algorithmique.

Source : Cour suprême du Nouveau-Mexique

Et vous ?

➜ Quel est votre avis sur le sujet ?
➜ Trouvez-vous cette décision de la Cour suprême du Nouveau-Mexique crédible ou pertinente ?

Voir aussi :

➜ Soupçonnant le tribunal d'utiliser l'IA, un homme insère des « prompts » dans ses pièces de procédure pour tenter de gagner son procès, c'est la première fois qu'un plaignant tente ce procédé

➜ L'IA générative censée libérer les avocats des tâches répétitives les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence qu'ils auraient autrefois cherchée eux-mêmes

➜ Les avocats utilisent l'IA pour bâcler leurs plaidoiries et la situation s'aggrave, un mouvement se développe au sein de la profession pour recenser les affaires inventées par l'IA utilisées par leurs confrères

Contribuez au club : corrections, suggestions, critiques, ... **Contactez le service news** et **Rédigez des actualités**

Répondre avec citation | 4 | 0

+ Répondre à la discussion   Signaler un problème

Page 2 sur 2 Première 1 2

ActualitésTUTORIELSFAQsLIVRESTELECHARGEMENTSSOURCESDEBATSWIKIDICOCALENDRIERHUMOUR

Forum   Le club des professionnels en informatique   Actualités
L'IA générative devait libérer les avocats, mais les force désormais à vérifier chaque ligne de jurisprudence

« Discussion précédente | Discussion suivante »

STAGE - Data Scientist H/F
↳ CREDIT AGRICOLE ASSURANCES - Ile de France - Paris (75001)

Experte / Expert produit éditique
↳ LA BANQUE POSTALE - France - Gradignan

Voir plus d'offres

Discussions similaires

Linux.Wifatch, un malware qui s'attaque à des routeurs sous Linux pour les sécuriser Par Malick dans le forum Linux	Réponses: 12 Dernier message: 07/01/2016, 09h31
[2008] Requête qui duplique des lignes en fonction d'une valeur dans un champ Par Fredo67 dans le forum Développement	Réponses: 6 Dernier message: 27/01/2015, 12h03
SSII qui recrutent des profils non informaticien pour les former Par Le verbatim dans le forum Etudes	Réponses: 5 Dernier message: 27/02/2013, 11h47
wd express comment afficher le defilement des lignes txt importees et les enregistrer dans un fichier HF Par MICRO16 dans le forum HyperFileSQL	Réponses: 0 Dernier message: 25/07/2010, 17h22
[MySQL] Récupérer des données de MySQL et les envoyer dans un PDF Par cdevl32 dans le forum PHP & Base de données	Réponses: 12 Dernier message: 16/03/2009, 20h53

Partager

Nous contacter Developpez.com Haut de page

© 2000-2026 - www.developpez.com